

Essais nucléaires français en Algérie

Nouvelles propositions sur les indemnisations

L'Algérie va formuler une nouvelle demande à la France sur l'indemnisation relative aux essais nucléaires. L'annonce a été faite par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, hier à Alger. Ces nouvelles propositions vont être soumises par l'Algérie à la partie française, sur le dossier des indemnisations relatives aux essais nucléaires français en Algérie.

Page 2

Régions frontalières

En quête d'un développement équilibré

Page 2



Par Saâd Tafarka

Les nouveaux choix économiques qui se sont imposés après le constat du caractère chronique de la crise financière ont mis, de façon éclatante, au devant de la scène la part informelle du commerce et de l'économie du pays. En effet, dès les premières réflexions lancées par le gouvernement et

Produits à l'importation

Levée de la suspension dans trois ans

La suspension des produits à l'importation décidée par les pouvoirs publics pour réduire la facture d'importation ne sera pas levée de sitôt. Cette interdiction se poursuivra encore pour «deux ou trois années», a indiqué, hier, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi.

Page 3



Début février prochain

Premier album de Lemma en vente

Page 15



Tarissement des sources de financement du terrorisme

L'Algérie prête à accueillir une conférence africaine

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, intervenant samedi au nom du Président Bouteflika à la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, s'est longuement attardé sur l'expérience algérienne en matière de lutte antiterroriste.

Page 3

L'économie informelle, objet d'une étude

Réguler, «domestiquer» ou attaquer de front ?

Les experts au début de l'année 2015 - et dont une partie a servi à alimenter le contenu de la Loi de finances complémentaires adoptée en août de la même année -, l'informel apparaît comme un «monstre» difficilement domptable, ayant été nourri et sustenté pendant des décennies, de façon directe ou indirecte, par la typologie rentière de l'économie nationale. Outre les sollicitations faites en direction des capitaux liquides informels par les pouvoirs publics, en vue de les rentabiliser, à défaut de les «criminaliser» - entreprise qui paraissait, en tout cas, au-dessus des forces du gouvernement - et ce, par le moyen de la bancarisation qui ne soit pas trop alourdie par la fiscalité (à peine 7% de taxe libératoire) ou par la recherche légale de l'origine des fonds, ainsi que par l'ap-

pel à participer à l'emprunt obligataire lancé en 2016 par le gouvernement, ce dernier a commandé une étude auprès du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), laquelle est chargée de permettre de «mieux connaître l'économie informelle dans ses différentes dimensions (financement, production, commercialisation, emploi), de cerner et de quantifier son impact sur l'économie nationale afin d'élaborer une stratégie adéquate pour lutter contre ce phénomène».

À ce jour, sur le plan chronologique des démarches développées en direction de la part informelle de l'économie algérienne, on peut retenir au moins quatre dates.

Page 4



Essais nucléaires français en Algérie

Nouvelles propositions sur les indemnisations

L'Algérie va formuler une nouvelle demande à la France sur l'indemnisation relative aux essais nucléaires. L'annonce a été faite par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, hier à Alger. Ces nouvelles propositions vont être soumises par l'Algérie à la partie française, sur le dossier des indemnisations relatives aux essais nucléaires français en Algérie.



Par Rachid Chihab

En marge d'une conférence organisée par le Musée national du moudjahid à l'occasion de la commémoration du 61^e anniversaire de la grève de huit jours, M. Zitouni a affirmé qu'«une réunion de la commission mixte algéro-française chargée du dossier de essais nucléaires français en Algérie est en cours de préparation, durant laquelle de propositions seront présentées à la partie française».

Ces propositions concernent «l'indemnisation de collectivités et personnes victimes de ces essais ayant transmis des

dossiers à la partie française, outre les indemnisations relatives à l'environnement», a-t-il indiqué, affirmant que la superficie de terres contaminées «dépasse 100 km²», a-t-il précisé. La partie algérienne «attend des propositions de la partie française avant la réunion mixte sur ce dossier», a dit M. Zitouni, ajoutant que la partie française «a proposé l'application de la loi Morin sur l'indemnisation de victimes des essais nucléaires, mais celle-ci n'a jamais profité aux victimes algériennes».

Commentant les déclarations du président du Muséum français d'histoire naturelle qui a exprimé la disposition de

la France à accompagner l'opération de restitution de 41 crânes de martyrs de la résistance algérienne, le ministre a dit que la commission interministérielle qui compte des représentants du ministère des Moudjahidine et des Affaires étrangères «examine ce dossier avec la partie française». S'agissant des dossiers des archives nationales et des disparus algériens durant la Révolution nationale, le ministre a annoncé une rencontre en cours de préparation entre les parties algérienne et française, pour l'examen de dossiers en suspens. «Les messages de l'Algérie concernant les questions de la

mémoire sont parvenus aux Français qui s'attellent actuellement à l'élaboration de lois à cet effet», a-t-il soutenu, ajoutant que «les choses vont lentement, en raison du caractère sensible de ces questions, qui exigent du temps, de la patience et de la persévérance pour leur examen, mais pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, ces dossiers sont examinés avec transparence, clarté et audace de la part de la partie algérienne». Il a également mis en avant l'importance de poursuivre le travail pour que ces demandes trouvent leur cadre juridique.

R. C.

Régions frontalières

En quête d'un développement équilibré

Par Karima Nacer

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire vise la concrétisation d'un développement national «équilibré», à travers des programmes d'action pour le développement des régions frontalières et la réponse aux attentes de leur population, telles que le désenclavement, le logement, les services, les infrastructures de base et les développements et diversification du tissu de production.

«Les espaces frontaliers posent aujourd'hui des problématiques en termes d'aménagement du territoire, à l'instar de l'enclavement, du manque d'infrastructures de base, des services et du tissu de production, en plus du large exode de sa population qui aggrave les déséquilibres entre ces territoires et le reste du pays», explique Madjid Saâda, directeur général de l'aménagement et de l'attractivité des territoires du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Pour cela,

«l'Etat accorde un intérêt particulier à l'appui de ces régions frontalières sensibles et leur développement socio-économique, ainsi qu'à la levée des contraintes engendrées par leur position géographique», souligne M. Saâda, relevant, à ce titre, que «la réussite de la politique de l'aménagement du territoire dépend de l'implication efficace de l'ensemble des acteurs, aux niveaux central et local».

Lors d'un séminaire sur «l'étude d'aménagement et de développement des régions frontalières dans le Sud-Est», à Ouargla, Madjid Saâda, affirme que la mise en œuvre des études liées à l'aménagement des régions frontalières et leur valorisation vise la concrétisation d'un développement national «équilibré», et constitue un moyen de mettre en place des politiques d'aménagement avec les pays voisins, de l'espace maghrébin et africain. La directrice de l'Agence nationale de l'aménagement et de l'attractivité du territoire, Souad Skander, a estimé, de son côté, que conférer un caractère «stratégique» à ces espaces frontaliers

contribuera à y assurer le développement, à y créer de la richesse, et ainsi, à protéger les frontières et lutter contre la contrebande. L'adoption localement de la première phase de cette étude, intitulée «rapport-diagnostic des problématiques et de l'orientation générale», après son approbation au niveau central, constitue une étape «décisive» dans la concrétisation d'un schéma directeur de développement des régions frontalières, a-t-elle souligné.

Les travaux de la rencontre, consacrée à la présentation de la première phase de l'étude d'aménagement des régions frontalières dans le Sud-Est, se poursuivent avec l'enrichissement de cette étude et son approbation, selon les organisateurs.

Ils portent aussi sur des ateliers de travail sur le développement des zones frontalières, l'essor économique, la valorisation des ressources et le développement urbain (structures et cadre de vie), en plus de visites à certaines directions exécutives et à la commune frontalière d'El Borma.

K.N.

Université de Tizi Ouzou

Signature d'une convention avec le Conseil de la concurrence

Le Conseil de la concurrence et l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou (Ummto) ont signé une convention cadre de partenariat pour le développement des échanges en matière de recherche et de formation dans le domaine du droit de la concurrence, a indiqué dimanche un communiqué de ce conseil.

Selon la même source, les axes de cette coopération bilatérale portent notamment sur l'organisation conjointe de conférences sur des thématiques intéressant les deux parties et la réalisation d'étude par l'Ummto au profit du Conseil de la concurrence, en fonction de ses besoins.

Ces axes comportent également l'association des spécialistes du Conseil de la concurrence au jury de soutenances de travaux de recherche ayant un lien avec le droit de la concurrence, tandis que le conseil accueillera des enseignants et des étudiants de l'Ummto, préparant des masters ou doctorats en droit de la concurrence.

Il s'agira de même de la concertation pour la détermination conjointe des sujets de mémoires de fin du cursus universitaire (master et doctorat), souligne la même source.

De même, poursuit-elle, l'invitation de professeurs de cette université aux conférences, séminaires et journées d'études organisés par le Conseil de la concurrence sur des thèmes relevant de ses compétences.

L. Y.

Grève du Cnapest à Béjaïa

Les parents d'élèves haussent le ton

La Fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya de Béjaïa (Fape) a exprimé samedi son inquiétude quant à l'avenir de la scolarisation dans la wilaya suite à la poursuite de la grève enclenchée depuis novembre par le syndicat du Cnapest, appelant à des actions concrètes pour remédier à la situation.

Lors d'une rencontre, elle a appelé à une «marche de dénonciation massive» de ce mouvement dès mardi prochain et en installant un comité de crise pour suivre de près son évolution. «Nous marcherons pour exprimer notre colère, interpellier tous les acteurs pour appliquer la loi et respecter le droit des enfants à la scolarisation», a affirmé le président de cette organisation, Djoudi Touiza, visiblement outré par l'état «catastrophique» de cette grève, qui, d'ores et déjà, fait planer le spectre d'une année blanche.

L'inquiétude est revenue comme un leitmotiv durant ce rassemblement qui a réuni quelque 500 participants et au cours duquel chacun a tenu à appeler à la sagesse et à la prise en compte «d'abord et avant tout de l'intérêt de l'élève».

De son côté, l'Union de wilaya des parents d'élèves a exhorté les partis en conflit à trouver rapidement une solution à cette situation de blocage, qui en premier chef pénalise et prend en otage les élèves. Cette situation menace l'école dans son fondement en tant que socle d'un Etat démocratique, a-t-elle mis en garde dans un communiqué, diffusé cette semaine, plaidant pour une solution durable qui allie droit de scolarité des élèves et droit de grève garanti par la Constitution.

Mus par le souci de contribuer à la résolution du conflit, ses membres ont décidé, pour leur part, de tenir une réunion des parents d'élèves, élargie aux élus et parlementaires, mardi prochain également, au siège de la Ligue algérienne des droits de l'homme (Laddh) pour débattre des actions à entreprendre et des solutions à préconiser.

K. R.

Produits à l'importation

Levée de la suspension dans trois ans

La suspension des produits à l'importation décidée par les pouvoirs publics pour réduire la facture d'importation ne sera pas levée de sitôt. Cette interdiction se poursuivra encore pour «deux ou trois années», a indiqué, hier, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi.



Par M. Ait Chabane

Ce dernier, s'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, a fait savoir qu'un nouveau dispositif d'encadrement du commerce extérieur basé sur les tarifs douaniers viendra substituer à la mesure d'interdiction qui concerne une liste de 851 produits et marchandises qui «feraient l'objet d'un suivi permanent durant la période de la suspension». «Après la levée de la suspension à l'importation, le gouvernement envisage de recourir à un encadrement du commerce extérieur basé principalement sur l'instrument tarifaire qui est une pratique plus transparente que les suspensions qui sont de nature administrative», a-t-il soutenu, expliquant dans la foulée, que le gouvernement ne prévoit aucun projet précis dans ce sens jusqu'à présent. Etayant ses propos, le ministre du Commerce a expliqué que la suspension des importations vise fondamentalement à redresser

la balance commerciale qui demeure déficitaire et à promouvoir la production nationale. «J'ai entendu dire par ici par là que nous voulions priver les Algériens de consommer ce qu'ils veulent. Non, ce n'est pas du tout ça l'objectif. Il faut arriver à tout prix à assurer progressivement une intégration de tout ce qui se produit localement pour faire de la substitution à l'importation». Pour lui, il s'agit d'un «choc» à provoquer dans l'économie nationale où l'ensemble des filières hors hydrocarbures présentent une balance commerciale déficitaire. L'invité de la radio a cité dans ce sens l'exemple de la filière boissons dont le gel des importations vise à promouvoir la production nationale abondante en la matière et redresser la balance commerciale largement déficitaire avec 400 à 450 millions de dollars d'importations en 2017 contre seulement 12 millions de dollars d'exportations. «Les investissements consentis en Algérie depuis des

années tournent seulement entre 20 et 25% de leurs capacités du fait que les entreprises, qui interviennent en aval, ne recourent souvent pas aux produits (fabriqués localement)», a-t-il constaté. Il s'agit, selon Mohamed Benmeradi, de majorer le taux d'intégration nationale à des niveaux appréciables à même d'équilibrer, un tant soit peu, la balance commerciale. C'est le cas de la filière de montage de véhicules, où les efforts du gouvernement se concentrent à présent à freiner la facture d'importation jugée trop salée et faire augmenter le taux d'intégration nationale - actuellement de 1,7 milliard de dollars - «à 2 ou 3 milliards de dollars» durant les prochaines années. Et de soulever, par ailleurs, le problème du dinar national «surcoté» sur la place officielle et qui fait que le gouvernement subventionne indirectement les importations. «Les importateurs passent actuellement par un système bancaire

avec un taux de change qui ne reflète pas toujours sa véritable valeur. La véritable valeur du dinar est probablement plus proche de celle du marché parallèle. L'Etat est donc en train de subventionner indirectement l'importation», a-t-il déploré. Afin de remédier à cette situation dangereuse, le ministre a suggéré de «contrecarrer le marché parallèle de change en travaillant sur la parité du dinar de manière à ce que le taux officiel et celui du parallèle se rapprochent», en attendant d'établir un nouveau système pour cibler les subventions qui est actuellement en élaboration au niveau du gouvernement. «Nous sommes en train de travailler pour voir concrètement comment basculer d'un système de subvention généralisé vers un système ciblé qui nous permettra de mettre fin à cette incohérence qui contribue aux dérèglements observés dans le commerce extérieur», a-t-il indiqué.

M.A.C.

«L'émergence d'un nouveau monde au sein du Monde arabe»

La lecture de l'analyste politique Antoine Sfeir

Les jeunes, qui représentent aujourd'hui 70% de la population d'un grand nombre de pays arabes, dont l'Algérie, constituent «une opportunité pour construire un monde nouveau et équilibré, ouvert à tous ses enfants», a considéré, samedi après-midi, à Annaba, Antoine Sfeir, analyste politique franco-libanais et spécialiste du Moyen-Orient et du Monde arabe.

Dans une conférence organisée dans un hôtel de Annaba, dans le cadre d'une série d'activités programmées pour l'année 2018, par l'Institut français de cette même ville, cet analyste politique a expliqué que «cette force que représente les jeunes est porteuse de beaucoup d'énergie et de qualifications et a besoin d'une autoréconciliation en vue de bâtir l'avenir auquel ils aspirent».

Le conférencier a également passé en revue les principales étapes historiques qui ont façonné l'image du monde arabe et les mécanismes géopolitiques qui le contrôlent, mettant l'accent sur la nécessité d'investir dans la jeunesse et de préserver l'identité et le patrimoine culturel pour dessiner les contours d'un monde nouveau au sein du Monde arabe.

Cette approche nécessite, selon Antoine Sfeir, une autoréconciliation et le désir de construire un avenir qui rassemble tous les citoyens du pays, en sus de créer une envie de stabilité dans le pays et une renonciation à envisager l'idée de l'immigration. Cette rencontre a été suivie par un certain nombre d'intellectuels et d'universitaires qui ont enrichi le débat entre le conférencier et les participants.

L. M.

Tarisement des sources de financement du terrorisme

L'Algérie prête à accueillir une conférence africaine

Par S. A. Mohamed

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, intervenant samedi au nom du Président Bouteflika à la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, s'est longuement attardé sur l'expérience algérienne en matière de lutte antiterroriste.

D'ailleurs, a-t-il affirmé, samedi à Addis-Abeba, que l'Algérie «est disposée» à accueillir, en mars prochain, une conférence africaine sur le tarissement des nombreuses sources de financement du terrorisme. «Afin de porter plus loin l'action de notre continent de lutter contre le financement du terrorisme par, notam-

ment la prise d'otages, mon pays est disposé à accueillir, au mois de mars prochain, une conférence africaine sur le sujet», a indiqué M. Ouyahia dans son intervention. Ce dernier a précisé que cette réunion aura pour objectif de «mobiliser l'ensemble de la communauté internationale à travers l'élaboration, par les Nations unies, d'un protocole complémentaire à la Convention internationale pour la répression du terrorisme de 1999 ou à la Convention internationale contre la prise d'otages de 1983». D'ailleurs, toujours en matière de lutte antiterroriste, l'Algérie dont l'expérience en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent est avérée et reconnue, a été citée à plusieurs reprises dans le rapport

présenté par le Conseil de paix et sécurité (CPS) sur ses activités et sur l'état de la paix et de la sécurité en Afrique, à l'occasion de la 30^e Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine. Les efforts de l'Algérie en la matière ont été soulignés, compte tenu de tout ce qu'elle entreprend dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, ainsi que sa disponibilité à partager son expérience avec les pays du continent pour lutter contre ce phénomène transnational et ses connexions. Dans son rapport, dont l'APS a obtenu une copie, le CPS a longuement évoqué le Forum de haut niveau des Etats membres de l'UA qui s'est tenu à Oran en décembre 2017 sous le thème «Des réponses efficaces et durables

contre le terrorisme : une approche régionale», soulignant que ce forum avait préconisé «une approche de prévention et de réponse axée sur les conditions propices au terrorisme, la lutte contre les idéologies violentes et des opérations intégrées de stabilisation et de soutien à la paix». Le CPS a également cité la rencontre tenue à Constantine, en décembre dernier, sur «le Réseau panafricain des femmes médiateurs» visant à «renforcer la participation active des femmes et leur impact sur la prévention des conflits, la médiation et la consolidation de la paix en Afrique». Dans le même document, un hommage a été également rendu à l'Algérie pour avoir organisé un atelier sur le renforcement des capacités dans la région

d'Afrique de l'Ouest et avoir facilité la tenue d'une autre rencontre sur les connexions entre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme en octobre dernier. A cela s'ajoute la conférence coorganisée à Alger, en août 2017, par le Forum mondial contre le terrorisme (Gctf) et le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (Caert, basé à Alger) sur les enlèvements et le paiement des rançons. Dans un autre registre, Ahmed Ouyahia a évoqué l'état des projets d'infrastructures continentales dont l'Union africaine a chargé le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de faire promotion, notamment l'autoroute transsaharienne et la dorsale transsaharienne en fibre optique.

S. A. M.

L'économie informelle, objet d'une étude

Réguler, «domestiquer» ou attaquer de front ?

Les nouveaux choix économiques qui se sont imposés après le constat du caractère chronique de la crise financière ont mis, de façon éclatante, au devant de la scène la part informelle du commerce et de l'économie du pays.



Par Saâd Taferka

En effet, dès les premières réflexions lancées par le gouvernement en août de la même année - et dont une partie a servi à alimenter le contenu de la Loi de finances complémentaires adoptée en août de la même année -, l'informel apparaît comme un «monstre» difficilement domptable, ayant été nourri et sustenté pendant des décennies, de façon directe ou indirecte, par la typologie rentière de l'économie nationale.

Outre les sollicitations faites en direction des capitaux liquides informels par les pouvoirs publics, en vue de les rentabiliser, à défaut de les «criminaliser» - entreprise qui paraissait, en tout cas, au-dessus des forces du gouvernement - et ce, par le moyen de la bancarisation qui ne soit pas trop alourdie par la fiscalité (à peine 7% de taxe libératoire) ou par la recherche légale de l'origine des fonds, ainsi que par l'appel à participer à l'emprunt obligataire lancé en 2016 par le gouvernement, ce dernier a commandé une étude auprès du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), laquelle est chargée de permettre de «mieux connaître l'économie informelle dans ses différentes dimensions (financement, production, commercialisation, emploi), de cerner et de quantifier son impact sur l'économie nationale afin d'élaborer une stratégie adéquate pour lutter

contre ce phénomène».

À ce jour, sur le plan chronologique des démarches développées en direction de la part informelle de l'économie algérienne, on peut retenir au moins quatre dates.

En 2004, une idée avait circulé au sein du gouvernement et du Conseil national économique et social afin de faire réaliser une étude sur le phénomène de l'économie parallèle, laquelle employait à l'époque quelque 1 000 000 personnes et s'accroissait à un rythme moyen de 8% par an. En 2009, le gouvernement de Ahmed Ouyahia avait prévu, dans le cadre de la Loi de finances complémentaire avec effet en mars 2011 - d'imposer l'utilisation obligatoire du chèque pour toutes les transactions dépassant 500 000 dinars. Ce projet a été balayé par le «Printemps arabe» à une partie duquel l'Algérie avait «goûté» (c'était la première semaine de janvier 2011, ayant vu le pays vivre les «émeutes du sucre et de l'huile»). En août 2015, le gouvernement Sellal crut pouvoir drainer l'argent dormant de l'informel avec la mesure dite de «mise en conformité fiscale volontaire», visant la bancarisation de ces capitaux. Quelques mois après, en avril 2016, ce fut l'emprunt obligataire auquel étaient appelés à participer, pendant six mois, tous les détenteurs de capitaux (entreprises publiques et privées, opérateurs du commerce informel ou du marché parallèle). A cette opération d'emprunt, seuls quelques rares opérateurs pri-

vés et informels ont participé. La majorité des capitaux récoltés sont d'origine publique (banques, agences d'assurances...).

Le bilan définitif de cette opération a été prévu par le gouvernement à la «mise en conformité fiscale volontaire» pour la fin 2016. Ne voyant pas les gens se bousculer au portillon, l'échéance a été reculée à la fin 2017. Mais tout le monde a pu remarquer que, un mois après la fin officielle de l'échéance fixée (31 décembre dernier), de la part des pouvoirs publics ayant chapeauté cette opération, c'est le silence radio.

Entre-temps, le gouvernement Ouyahia, ayant pris ses fonctions en août 2017, a lancé l'opération de financement non conventionnel - autrement dit, de la création monétaire par la Banque d'Algérie au profit du Trésor -, sans trop compter sur cette hypothétique bancarisation de l'argent de l'informel.

Une approche complexe

Cette chronologie, qui s'étale sur plus d'une dizaine d'années, montre suffisamment la complexité de l'approche de l'économie informelle, qui représente quelque 45% du produit national brut (PNB) - selon une enquête réalisée par l'Office national des statistiques (ONS), réalisée 2012 - un secteur à l'ombre duquel des fortunes colossales, qui pèsent aussi politiquement, se sont constituées. C'est d'ailleurs ce dur constat qui a conduit le gouvernement à commander une

étude auprès du Ceneap, dont la première partie a consisté en une étude sur une wilaya-pilote, en l'occurrence Tlemcen, lancée en mars 2017. Cette étude bénéficiant de l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) est intitulée: «Economie informelle : concepts, modes opératoires et impacts». Outre les modes de financement et les réseaux de commercialisation, l'étude, qui s'étendra sur l'ensemble du territoire national au cours de l'année 2018, est censée analyser l'impact de cette partie de l'économie nationale en matière de production et de création d'emplois. On revient ici à la vision développée au début des années 2000 par l'ancien ministre des Finances, le professeur Abdellatif Benachennou, lorsqu'il accordait à l'économie parallèle la «mérite» de créer de l'emploi.

Lutter frontalement contre l'informel charrie incontestablement avec lui des risques politiques réels. On l'a vu à l'occasion de simples manifestations de rue qui finissent pas prendre l'ampleur d'émeutes, cela, suite à un travail de manipulation et d'agit-prop dont ont le secret les réseaux de l'informel. Il s'agit plutôt, comme l'a tenté, à différentes occasions, le gouvernement, de «domestiquer» les lobbies détenteurs de gros capitaux par leur intégration dans les circuits réguliers du commerce et des banques. Reste à imaginer et asseoir les meilleures voies pour ce faire. Le lancement de l'étude en question est, d'après l'ancien Premier ministre (qui occupait en mars 2017 le poste

de ministre du Commerce par intérim suite au décès de Bakhti Belaïb), «l'entame d'une réflexion objective et profonde autour de la problématique de l'informel qui a pris des proportions alarmantes sur la sphère économique nationale», en ajoutant que l'économie informelle «est considérée comme un obstacle majeur pour la promotion de la production nationale dans le processus de la diversification économique amorcée par le gouvernement, qui représente une option fondamentale du développement du pays».

Dégager une stratégie de lutte

Le choix porté sur Tlemcen, comme wilaya-pilote, est, d'après les responsables du ministère du Commerce, justifié par sa situation géographique avec une frontière avec un pays voisin, le Maroc. Cela, permettra, selon les mêmes responsables, de «construire et de tester les instruments statistiques afin de mesurer l'économie informelle et de comprendre son fonctionnement». Il s'agit également, dans le même sillage, de «comprendre tous les aspects liés à l'économie informelle dans une wilaya frontalière : le financement, la production et les circuits de distribution». Après la wilaya-pilote de Tlemcen, l'étude sera généralisée durant l'année en cours à l'ensemble des autres wilayas et ce, par le moyen de l'élaboration d'une enquête nationale dont l'expertise et le financement seront assurés par le Pnud.

La première question qu'aura à aborder l'étude, ce sera l'estimation de la taille du secteur informel, d'où la possibilité d'«améliorer la connaissance de l'économie informelle, en collectant les données nécessaires à son analyse pour mettre en œuvre des politiques adaptées à même de lutter contre ce phénomène».

La feuille de route attendue de l'étude menée par le Ceneap et le Pnud visera aussi à «identifier les caractéristiques saillantes des actifs informels et les branches d'activités concernées pour appuyer la mise en œuvre d'outils assurant l'opérationnalisation de la stratégie de lutte contre l'économie informelle».

Le diagnostic général qui sera établi pour la partie informelle de l'économie nationale, qui représente néanmoins près de la moitié du PNB, permettra également de procéder au décryptage des mouvements complexes des actifs informels. Le tout est censé contribuer à l'émergence de clefs d'approche et à la prise de décision tendant à intégrer ce secteur dans les agrégats réguliers de l'économie nationale, avec les bienfaits que cela ne manquera pas de charrier sur le plan fiscal, parafiscal, de la sécurité des travailleurs, de la qualité des produits échangés sur le plan technique et sanitaire...etc.

Chelghoum Laïd (Mila)

Relance des travaux d'aménagement de la zone industrielle Bougrana

Les travaux d'aménagement de la zone industrielle Bougrana de Chelghoum Laïd (dans la wilaya de Mila) seront «prochainement» relancés pour permettre aux investisseurs de concrétiser leurs projets, a affirmé samedi le wali, Ahmouda Ahmed Zeineddine.



S'exprimant lors d'une visite de travail dans les zones industrielles situées au sud de la wilaya, le chef de l'exécutif local a fait état de 92 projets «importants» proposés par des investisseurs à la zone industrielle Bougrana qui s'étend sur 247

ha, ce qui reflète, a-t-il ajouté «le dynamisme animant ce secteur».

La zone industrielle de Bougrana figure parmi une cinquantaine de zones similaires à travers le pays, a fait savoir le wali, rappelant qu'il a été décidé de confier aux walis la mission de relance des travaux de

réalisation de réseaux et d'aménagement dans ces zones ayant connu des retards dans la concrétisation.

Au cours de sa visite dans les zones industrielles d'Oued El Athmania et Chelghoum Laïd, le wali a eu à s'enquérir de l'avancement des projets d'investissements dans les

domaines de l'agroalimentaire, la transformation du lait et ses dérivés, et du bâtiment, entre autres.

La nouvelle zone industrielle d'Oued El Athmania qui s'étend sur 52 ha fera l'objet «prochainement» d'une opération d'extension pour abriter davantage de projets d'investissement prometteurs, a annoncé le même responsable.

Cette zone bénéficiera d'une surface supplémentaire allant de 80 à 100 ha pour permettre la promotion de l'investissement dans cette wilaya, selon les explications présentées sur place.

La zone industrielle d'Oued El Athmania abrite actuellement sept projets d'investissement, dont un a été achevé et trois en cours de concrétisation, alors que les travaux n'ont pas été lancés pour trois autres projets.

Le chef de l'exécutif local a insisté, à cet occasion, sur l'importance d'accompagner les investisseurs sur le terrain pour permettre l'émergence de nouvelles activités devant créer la richesse et assurer de nouveaux postes d'emploi.

Il a également fait état des efforts en cours pour la création de petites zones d'activités qui «captent» les investissements à travers les communes de la wilaya.

Bilal L.

Complexe régional de viandes rouges de Aïn M'lila

Bouazgui insiste sur une exploitation optimale

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a insisté, samedi à Oum El Bouaghi, sur la nécessité de porter à 100% le taux d'exploitation du complexe régional de viandes rouges de Aïn M'lila.

Lors d'une inspection de ce complexe, entré en activité en novembre 2017, le ministre a appelé à «optimiser impérativement» l'exploitation de cet acquis pour la réalisation duquel l'Etat a investi plus de 2 milliards de DA.

M. Bouazgui a également estimé que cet équipement doit assumer son rôle à l'échelle régionale et nationale en adoptant une «meilleure organisation du processus de production» considéré actuellement «faible» et en ayant recours à des opérations de promotion. D'une capacité annuelle de 1 200 tonnes de viandes rouges, le complexe peut assurer l'abattage quotidien de 1 200 ovins et 80 bovins.

Le ministre a inspecté, par ailleurs, le projet de réalisation d'un silo en béton armé dans la région de Tagza, commune de Sigus, d'une capacité de 30 000 tonnes.

Il a insisté sur site sur la nécessité d'accélérer les travaux de cette structure qui a mobilisé un investissement public de 2,452 milliards de DA et devra être réceptionné en août prochain, selon les explications présentées à l'occasion.

Le ministre devait visiter et lancer plusieurs projets au chef-lieu de wilaya.

M. Bouazgui avait inspecté, dans la matinée, le périmètre d'irrigation agricole d'Ouled Hamla (Aïn M'lila) s'étendant sur 2 247 ha et appelé à améliorer la production agricole locale qu'il a qualifiée en deçà des potentialités de la wilaya.

Y. R.

Mila

Réalisation prochaine d'un marché de gros

■ Les travaux de réalisation d'un marché de gros de fruits et légumes de dimension nationale dans la commune d'Oued Athmania (Mila) «seront lancés au cours de la semaine prochaine», a-t-on appris samedi du chef de l'exécutif local, Ahmed -Zinedine Ahmouda.

Ce marché de gros constitue un des huit projets programmés à l'échelle nationale, de la société de réalisation et gestion des marchés de gros, a-t-on précisé, ajoutant que ces marchés «pilotes» assurent la réception des marchandises et la commercialisation aux normes modernes.

La réalisation de ce nouveau marché de gros d'Oued Athmania a nécessité la mobilisation de 1,75 milliard de dinars, a indiqué la même source ajoutant que cet espace commercial disposera, une fois réalisé, d'un ensemble important d'infrastructures, dont un pavillon commercial, un autre administratifs, des agences bancaires et d'assurance ainsi qu'un poste de police, des dizaines de rayons commerciaux, une station multiservices, un motel notamment.

Le wali de l'exécutif local a indiqué à l'APS que toutes les mesures nécessaires ont été mobilisées pour la réalisation de cette grande infrastructure qui permettra aux commerçants d'exercer leurs activités dans les normes internationales.

De son côté, un représentant de l'entreprise locale chargée de la réalisation s'est engagé à lancer le chantier du marché de gros de fruits et légumes la semaine prochaine et a assuré que «les délais impartis pour ce projet seront respectés».

L. Y.

Réalisation des projets touristiques

Mermouri appelle à intégrer le cachet traditionnel algérien

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a appelé, samedi à Alger, à intégrer le cachet traditionnel algérien dans la réalisation des projets touristiques et l'aménagement des hôtels pour faire connaître les spécificités culturelles et civilisationnelles de l'Algérie.

«La décoration des établissements hôteliers doit refléter le cachet traditionnel algérien pour attirer les touristes et préserver notre patrimoine authentique», a déclaré le ministre à la presse en marge de l'ouverture du 12^e Salon international des équipements et services hôteliers, insistant sur

l'amélioration des prestations touristiques par «la modernisation de tous les équipements hôteliers». Mettant en avant l'importance de la conclusion de conventions et de partenariats avec les établissements hôteliers et les entreprises spécialisées dans la réalisation d'équipements hôteliers, M. Mermouri a estimé que ce salon destiné aux professionnels «favorise les contacts et les échanges entre tous les acteurs concernés». Le ministre a, par ailleurs, appelé à privilégier le produit national dans l'ameublement et l'équipement des hôtels au regard de sa qualité, ajoutant qu'«il faudrait d'ailleurs songer à l'exporter».

Concernant le classement des hôtels, M. Mermouri a rappelé qu'une commission nationale s'attellait au classement des nouveaux hôtels ou au reclassement des anciens en tenant compte des normes en vigueur en matière de prestations touristiques. Plus de 90 exposants algériens et étrangers participent à cette nouvelle édition du Salon international des équipements et services hôteliers qui se veut un espace de contacts et d'échanges entre professionnels du secteur, notamment en matière de décoration des établissements hôteliers et de commercialisation du produit touristique.

T. K.

Mostaganem

Production de plus de 125 000 q de viandes blanches et rouges

Une production de plus de 125 000 q de viandes blanches et rouges a été réalisée dans la wilaya de Mostaganem en 2017, a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya des services agricoles.

La responsable du service production et soutien technique à la DSA, Zaâf Thouria a indiqué que la production des viandes blanches a atteint, lors de cette campagne, 72 280 quintaux répartis entre 68 445

qx de poulets, 3 835 q de dindes, lors de la même période.

Elle a signalé aussi la production de 52 884 q de viandes rouges répartis entre 25 634 q de viande bovine, 21 284 q de viande ovine, 5 966 q de viande caprine.

La production d'oeufs a atteint, dans la wilaya de Mostaganem lors de la même campagne, 230 millions d'unités, soit une hausse de 10 millions d'oeufs (4,5%) par rapport

à la campagne 2015-2016, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, Mme Zaâf a fait savoir que le cheptel a atteint, dans la wilaya de Mostaganem à la fin de la campagne écoulée, 263 420 têtes d'ovins, bovins et caprins.

S'agissant de la production de viandes blanches et dérivés, elle a indiqué que les capacités de la wilaya ont atteint actuellement 4,7 millions de poulets, 9 800 dindes et plus de un million de poules pondeuses.

M. K.

Sidi Saïd à la cérémonie de commémoration

Abdelhak Benhamouda a milité pour la défense des «constantes de la République»

Le défunt Abdelhak Benhamouda a milité pour la défense des «constantes de la République», a affirmé, hier à Alger, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi Saïd.



«**N**ous nous inclinons aujourd'hui à la mémoire du martyr Abdelhak Benhamouda qui avait un sens profond et fort du militantisme pour la défense des constantes de la République», a souligné M. Sidi Saïd, lors de la cérémonie de commémoration du 21^{ème} anniversaire de l'assassinat de Abdelhak Benhamouda, qui avait dirigé la Centrale syndicale de 1990 à 1997.

Ont également pris part à cette cérémonie, notamment le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, ainsi que le secrétaire général du Front de libération nationale

(FLN), Djamel Ould Abbès.

Le militantisme du défunt «est une preuve que les militants de la Centrale syndicale défendent en premier lieu l'unité nationale qui est essentielle à tout développement économique du pays», a déclaré le SG de l'Ugta.

Il a tenu, à l'occasion, à rendre hommage à «tous les martyrs de la Révolution algérienne, du devoir national et tous ceux qui ont milité pour que l'Algérie soit forte par ses différentes composantes culturelles et identitaires», appelant à la préservation de la «souveraineté» du pays.

«Notre combat consiste à défendre l'Algérie et ses acquis ainsi que les intérêts des travailleurs», a-t-il poursuivi, affirmant l'existence d'une «grande volonté» des syn-

dicalistes dans ce sens, lesquels sont liés par une «grande cohésion» avec le Président de la République.

Une cohésion, a-t-il argumenté, qui est traduite par une «stabilité sociale et la paix dans le pays qui sont les clés de la souveraineté nationale».

De son côté, le secrétaire de wilaya d'Alger de l'Ugta, Amar Takdjout, a rappelé le long parcours militant du défunt Benhamouda, qui avait une «vision de l'Algérie et de la préservation de son unité ainsi que de l'action syndicale».

A ses yeux, cette commémoration interpelle l'ensemble des Algériens sur «la nécessité de préserver les acquis réalisés depuis indépendance du pays», considérant

que «le militantisme syndical ne saurait être complet sans la défense de l'intégrité et de l'unité nationales ainsi que les institutions de la République».

La solution des conflits sociaux passent par le dialogue

Interrogé par la presse en marge de cette commémoration sur les mouvements de contestation qui secouent plusieurs secteurs, M. Sidi Saïd a soutenu que «toute solution des conflits passe par le dialogue».

Par ailleurs et s'agissant du Partenariat public-privé (PPP), il a qualifié celui-ci de «nouvelle culture» entre le gouvernement, le syndicat et le patronat, précisant que ce partenariat est «tout à l'honneur» du Président Bouteflika. «Ce partenariat est susceptible de donner un nouvel essor à l'économie nationale, car ce qui intéresse les pouvoirs publics et toutes les franges de la société, c'est la création d'emplois pour les jeunes et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens», a-t-il conclu. Secrétaire général de l'Ugta de 1990 à 1997, Benhamouda est né le 12 décembre 1946 dans une famille modeste à Constantine. Après ses études, il exerça le métier d'enseignant pour devenir directeur d'école.

«Ce militant de la République» s'engagea, très vite, dans l'action syndicale, particulièrement au sein de la Fédération de l'éducation où il montra des talents de leader par ses grandes capacités de dialogue et de négociations. Ce parcours le conduisit à la tête de l'Ugta à un moment où le pays connaissait de grandes difficultés politiques et économiques.

Il a défendu «avec acharnement» les fondements de la République et participé «activement» à la création du Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (Cnsa) en 1992.

Assassiné à sa sortie du siège de la Centrale syndicale le 28 janvier 1997, Benhamouda a rejoint les milliers de martyrs du devoir et de la démocratie. **R. N.**

Suite au décès de sa veuve Mahdjouba Kemmar

Bouteflika adresse ses condoléances à la famille du moudjahid Krim Belkacem

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé samedi un message de condoléances à la famille du moudjahid Krim Belkacem, à la suite du décès, vendredi, de sa veuve Mahdjouba Kemmar, dans lequel il a rappelé la lutte de la défunte aux côtés de son époux contre le colonialisme.

«C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le décès de Mme Mahdjouba, veuve du grand moudjahid Krim Belkacem, après une longue vie durant laquelle elle a eu à souffrir des affres du colonialisme, qui employa tous les moyens d'oppression et de persécution contre son époux, avant d'endurer la douleur et la peine de sa disparition», a écrit le Président de la République dans son message.

«Forte d'une grande patience et d'une foi inébranlable en la volonté de Dieu», la défunte «a su transcender son épreuve et surmonter sa peine pour poursuivre sa mis-

sion à l'égard de sa famille et accomplir son devoir envers Dieu jusqu'au dernier jour», a ajouté le Président Bouteflika.

«En cette douloureuse épreuve, je prie Dieu Tout-Puissant d'accor-

der Sa Sainte Miséricorde à la défunte et de l'accueillir en Son Vaste Paradis aux côtés de ceux qu'il a comblés de Ses bienfaits et entourés de Sa grâce éternelle», a poursuivi le chef de l'Etat, rappel-

lant la lutte livrée par la défunte aux côtés de son époux contre le colonialisme.

«Tout en vous réitérant mes sincères condoléances et vous assurant de ma profonde compas-

sion, je prie Dieu Tout-Puissant de vous assister dans cette épreuve et de vous donner la force de surmonter cette peine», a conclu le chef de l'Etat.

Reda A.

Décédée jeudi dernier

Bouteflika rend hommage à la moudjahida Fatima Ouzegane

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a rendu hommage à la moudjahida Fatima Ouzegane, décédée jeudi dernier, pour son rôle durant la Révolution nationale et dans la défense des droits de la femme après l'indépendance.

«J'ai appris avec une grande tristesse la disparition de la moudjahida Fatima Ouzegane, après une longue et riche vie de lutte et de combat pour la libération de l'Algérie du joug colonial, en abandonnant les bancs de l'école pour rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale», a indiqué le Président Bouteflika dans un message de condoléances adressé à la famille de la défunte. Rappelant que c'est «à l'appel de la patrie, refusant les

chaînes de l'aviissement et de la soumission et aspirant au recouvrement de sa souveraineté et sa dignité nationales, qu'elle s'est jetée corps et âme dans l'arène du combat, aux côtés de ces braves campagnes d'armes, affrontant face à la machine coloniale déterminée à atteindre l'une des deux rétributions, la victoire ou le martyr», le chef de l'Etat a mis en avant «les affres de la torture, de la persécution et de l'incarcération, qu'elle a subies sans jamais renoncer».

Le Président de la République a souligné dans son message que la moudjahida Fatima Ouzegane «aspirant à voir le citoyen algérien altier et grand, conscient du rôle qui lui incombe dans le progrès et la prospérité de son pays,

avait mis, après l'indépendance, son sens révolutionnaire au service de la défense des droits de la femme et droits de l'homme».

«Aujourd'hui qu'elle rejoint le Créateur, elle peut être satisfaite des acquis de la femme dans tous les domaines, en particulier dans les hauts postes de décision et en étant agréée par ces concitoyens qui l'ont reconnue à sa juste valeur et salué ses actions pour rester à jamais gravée dans leurs mémoires», a ajouté le chef de l'Etat avant de conclure «je prie Dieu, le Tout-Puissant, d'accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir en Son Vaste Paradis et d'assister sa famille, ses proches et ses compagnons d'armes, en cette douloureuse épreuve». **R. K.**

Oran

"Houmti", nouveau programme pour la vitalisation des quartiers populaires

Un nouveau programme inter-associatif, intitulé "Houmti" (Ma cité) a été lancé samedi à Oran, dans le but d'impulser une nouvelle dynamique à la vie socioculturelle dans les quartiers populaires, a-t-on appris samedi des organisateurs.



En outre, deux guides dédiés à "l'animation socioculturelle" et à "la gestion de l'espace culturel" seront élaborés dans le cadre de ce programme qui sera clôturé par un forum inter-associatif sur l'animation socioculturelle, a fait savoir le président de "SDH".

Le comité de pilotage de "Houmti" a été installé samedi lors d'une cérémonie tenue au siège de "SDH", également marquée par une séance de présentation des activités proposées aux jeunes et enfants par le pôle socioculturel de cette association, a-t-il signalé.

R. O.

Aïn Defla

Commémoration du 57^{ème} anniversaire de la mort du chahid Ahmed Embarek

La commune de Aïn Defla a commémoré, samedi, le 57^{ème} anniversaire de la mort du chahid Ahmed Embarek, dit "Zendari", tombé au champ d'honneur le 27 janvier 1961.

Une cérémonie a été organisée à cette occasion au douar Khachab situé au pied du mont Doui qui surplombe la ville de Aïn Defla, où une stèle avait été érigée à sa mémoire, en présence de la famille révolutionnaire ainsi que des autorités civiles et militaires de la wilaya.

Pour le moudjahid Mohamed Laâdjedj, un des compagnons d'armes du chahid toujours en vie, Ahmed Embarek s'était, dès son jeune âge, distingué par son esprit nationaliste et son désir ardent à prendre part au combat libérateur du pays.

Il a souligné qu'Ahmed Embarek a été rendu célèbre par les actions spectaculaires qu'il lançait contre les forces coloniales, citant notamment les bombes qu'il posait sur les rails des chemins de fer en vue de faire dérailler les trains.

Né le 25 septembre 1925 près de Aïn Defla, Ahmed Mebarek a vécu pauvrement à l'instar de tous les algériens soumis au joug du colonialisme, une situation qui a contribué à son éveil et à sa prise de conscience de sa condition de colonisé et de la justesse de la cause pour laquelle se battent ses semblables.

Dès le déclenchement de la Révolution de Novembre, et aussitôt les premières structures de l'ALN mises en place, il passe à l'action, assurant avec succès plusieurs opérations de sabotage dans la région.

Son inlassable activité et le courage dont il a fait preuve au cours des opérations qu'il a lancées avec brio n'ont pas tardé à le mettre dans le collimateur des forces coloniales, qui se mettent activement à sa recherche dès 1956.

Son engagement au service de la Révolution lui a permis de gravir les échelons de responsabilité, se voyant promu au grade de politico-militaire puis comme officier de la zone 4 de l'historique Wilaya IV en 1958.

Alors qu'il revenait de l'Ouarsenis où il avait pris part à des opérations militaires, le chahid s'apprêtait à rejoindre sa nouvelle affectation dans la zone 4 de l'historique wilaya IV, lorsqu'il est surpris par une attaque massive de soldats français. Blessé plusieurs fois, il se réfugie dans une grotte qui surplombe Aïn Defla, où il est tué, les armes à la main, le 27 janvier 1961.

R. H.

L'opération a pour objectif la mobilisation citoyenne en faveur de la vitalisation sociale et culturelle des quartiers populaires", a précisé Kamel Bereksi, le président de l'association "Santé Sidi El-Houari" (SDH) dans un communiqué à l'APS.

Trois premiers sites urbains, à savoir "Sidi El-Houari", "Ibn Sina" et "E-Sabah" ont

été choisis dans le cadre de cette initiative mettant respectivement en partenariat les associations "SDH", "El-wouroud Oua El-hayet" (WOH), et "Jeunes talents, jeunes espoirs" (JTJE), a expliqué le responsable.

"Houmti" bénéficie également du soutien de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) et du Programme national concentré pluri acteurs (PCPA) "Joussour" portant appui aux projets associatifs.

Les activités prévues s'étaleront sur une durée de 16 mois, à l'effet de "consolider la dynamique inter-associative de proximité en direction des jeunes et des enfants des trois quartiers ciblés", a souligné M. Bereksi.

"Une soixantaine d'animateurs verront leurs capacités renforcées à la faveur de ce programme comportant au total 40 activités socioculturelles et sportives au profit de quelque 3.000 jeunes", a-t-il souligné.

Le réseau "Samae Safia" d'Oran

Relance prochaine des stations de contrôle de la pollution de l'air

L'Observatoire national de l'environnement et du développement durable procédera prochainement à une expertise pour la remise en service des stations de mesure de la pollution de l'air "Samae Safia" d'Oran après un arrêt de plusieurs années, a-t-on appris de la direction de l'Environnement.

Cette démarche permettra de connaître l'état des équipements installés depuis 2006 et qui sont à l'arrêt à cause du non raccordement au réseau électrique et aux lignes téléphoniques, a-t-elle indiqué, faisant savoir que ces équipements de mesure de la qualité de l'air fonctionnent avec un système informatique (intranet). L'expertise permettra de connaître les lacunes et la

durée de validité des produits utilisés dans ces équipements, a expliqué Samira Dahou, soulignant que le coût pour leur rétablissement dépendra des résultats de l'expertise et que le dépannage et le raccordement aux réseaux ne prennent pas beaucoup de temps. Elle a ajouté que le rétablissement de ces équipements de contrôle de la pollution de l'air est pris en considération dans une feuille de route du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables après que la direction de l'environnement d'Oran ait déposé un dossier en la matière lors d'une rencontre tenue dernièrement au siège du ministère de tutelle.

La réactivation des stations de "Samae Safia" s'inscrit dans le cadre des préparatifs

pour les Jeux méditerranéens qu'abritera la capitale de l'ouest du pays en 2021.

La ville d'Oran abrite trois stations de mesure de la pollution de l'air urbain dont deux sont en bon état au CEM "Cherfaoui Ali" à hai "Es-salem" et au lycée "Pasteur" au centre-ville. Celle située à hai Medina Jdida est détériorée à cause d'un acte de sabotage.

L'installation de stations de "Samae Safia" à Oran entre dans le cadre de la concrétisation des rapports du plan national de développement du territoire intervenus sur la base d'une étude nationale sur l'environnement et le développement durable du ministère de tutelle.

R. O.

Prochainement à travers les communes de Médéa

Une commission pour la collecte des objets archéologiques

La commission chargée de la collecte d'objets archéologiques, artisanaux et de documents historiques rares relevant du Musée régional des arts et des traditions populaires de Médéa entamera prochainement un périple à travers plusieurs localités dans le but de vulgariser l'opération de collecte et réaliser une première prospection, a appris samedi l'APS auprès d'un membre de cette commission.

Installée à la mi-décembre dernier, la commission compte débiter son travail de sensibilisation des citoyens et réaliser des prospections par une série

de rencontre de proximité qui auront lieu, dès la semaine prochaine, dans des localités du Sud-est et de L'est de la wilaya de Médéa, a indiqué Smail Allel, membre de cette commission, également président de l'association "Les amis du musée". Dans une première étape de ce périple, qui devrait la conduire à travers les 64 communes que compte la wilaya, la commission à programmé des rencontres avec les notables et le mouvement associatif local, dans la perspective d'expliquer la démarche de la commission et la finalité de cette opération de collecte, a-t-il souligné.

L'essentiel du travail de proximité que devraient mener les membres composant cette commission est d'inciter les citoyens, notamment ceux disposant de produits ou d'objets de valeur historique, à adhérer à cet effort de préservation du patrimoine local et contribuer à l'enrichissement de la collection du Musée régional des arts et des traditions populaires, a-t-il fait savoir. Quatre localités, en l'occurrence Ain-Boucif, Chellalet-El-Adhaoura, Zoubiria et Berrouaghia, figurent parmi les régions où ladite commission entend entamer cette laborieuse mission, en essayant de convaincre les

citoyens de la portée de cette opération et les emmener, surtout, à faire don de certains objets ou de manuscrits au profit d'une structure qui à vocation à protéger ce type d'objets et d'en faire profiter les autres citoyens.

Les potentiels donateurs vont bénéficier, selon Smail Allel, d'un document attestant de la provenance de l'objet et le nom du propriétaire, outre la garantie de porter son nom sur la plaque d'identification de l'objet qui fera partie de la collection du musée, en guise d'assurance et de reconnaissance, a-t-il précisé.

T. M.

Formation par apprentissage à Chlef

Réponse à la demande du marché et adaptation aux évolutions du secteur



Dans sa démarche visant la formation d'une main d'œuvre qualifiée au diapason des nouveaux besoins du marché du travail, une attention particulière est désormais accordée, par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels à Chlef, au mode de formation par apprentissage, comparativement aux modes résidentiel et de formation à distance, en application des orientations de la Tutelle prescrivant l'affectation des deux tiers des offres de formation à ce mode.

En application de cette stratégie, un taux de plus de 60% des offres proposées à la formation, au titre de la prochaine rentrée professionnelle de février, a été affecté au mode de formation par apprentissage, soit 3.164 places pédagogiques, contre 1.155 places en mode résidentiel, a-t-on appris du responsable du secteur? Hakim Azzerouk Ezzerraimi.

Le même responsable, a observé que cette « prépondérance » du mode par apprentissage, est aussi le résultat de «prospections réalisées avec les partenaires économiques et les maîtres d'apprentissage pour satisfaire les besoins du marché», soulignant, dans ce sens, que c'est un mode de formation «stratégique», au vue des avantages qu'il offre en terme de main d'œuvre qualifiée notamment.

M. Ezzerraimi a fait part, à ce propos, de la présentation prochaine pour adoption, devant l'Assemblée populaire nationale (APN), de l'avant-projet de loi relative à l'apprentissage visant la refonte et l'adaptation du système de formation professionnelle aux besoins de l'économie nationale, et la facilitation de l'insertion des jeunes diplômés du secteur dans le monde du travail.

Toujours au titre de cette démarche, le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, Mohamed Mebarki, avait estimé dans une intervention dans la presse cette semaine que ce type de formation (par apprentissage) était «un mode adapté aux normes mondiales», rappelant que les entreprises économiques sont tenues, par la Loi, d'employer un nombre de stagiaires (suivant leurs capacités).

Des examens standards

Dans une perspective de garantir une

meilleure formation possible aux apprentis du secteur, la direction de la formation professionnelle de Chlef a scindé la wilaya en sept (7) circonscriptions, avec la création de groupes dits homologues. Une stratégie qui a permis, selon ses concepteurs, «d'éviter l'absence des stagiaires et de leur assurer un programme théorique complémentaire aux cours appliqués, qui leur sont enseignés tout au long de la semaine».

Le responsable de la formation professionnelle de la wilaya a, également, signalé une «standardisation des examens», dans l'objectif, a-t-il dit, d'appliquer le programme de formation fixé, parallèlement aux efforts pour hausser niveau des apprentis, qui ont fait montre, lors de session précédentes, d'un «potentiel énorme, ayant permis leur intégration dans un nombre d'entreprises économiques», a-t-il assuré.

L'accompagnement des maîtres d'apprentissage par une mise à niveau permanente de leurs connaissances, en plus de leur implication dans la proposition des offres et des nouvelles spécialités de formation est l'autre facteur à la base de la réussite de la nouvelle stratégie fixée pour le mode de formation par apprentissage», a ajouté M.Ezzerraimi.

Concernant les avantages de ce mode de formation, Samir Annani, maître d'apprentissage au CFPA de Boukadir, a souligné la «prédominance» dans ce mode de formation de l'aspect «pratique» par rapport à la théorie. Ce choix a pour objectif de «rehausser les compétences du stagiaire», d'ailleurs considéré comme «presque un travailleur à part entière».

«La formation par apprentissage assure une main d'œuvre qualifiée et adaptée à la demande exprimée dans le secteur économique», a-t-il assuré, soulignant, que c'est ce mode de formation est appliqué partout dans le monde, car offrant une formation de

qualité et peu couteuse.

«mariage parfait» entre théorie et pratique

Plusieurs opérateurs économiques et stagiaires approchés par l'APS, au sujet de la formation par apprentissage, à Chlef, se sont dits «satisfaits» de ce mode, à l'image de Mohamed Ben Djebbar, propriétaire d'un hôtel, qui a loué la «prédominance de la pratique» dans ce type de formation, à l'origine, selon lui, du fait que l'apprenti est «psychologiquement plus apte à intégrer le monde du travail», et ce à l'opposé du mode résidentiel, qui «forme une main d'œuvre qualifiée certes, mais qui manque d'expérience pratique», a-t-il soutenu.

Cet opérateur en hôtellerie a, d'ailleurs, signalé avoir suivi une session de formation destinée aux maîtres d'apprentissage en hôtellerie et tourisme, tenue dernièrement à l'Institut national spécialisé dans la formation professionnelle de gestion à Chofra, en vue d'assurer, à son tour, l'encadrement de stagiaires dans ce domaine.

Au CFPA d'Oued Sly, des apprentis suivant une formation en agriculture ont eux souligné l'importance de suivre ce mode de formation, qui leur permet d'acquérir une expérience de terrain aux seins d'exploitations agricoles, avant de la compléter et de la réactualiser grâce aux cours théoriques.

L'un d'eux, Athmane, a estimé que ce mode de formation lui a permis de s'informer sur les plus récentes techniques en vigueur dans le monde agricole, susceptibles de contribuer au développement du secteur à l'avenir.

Halima Abdelatif, maîtresse d'apprentissage au niveau du CFPA, a abondé dans le même sens saluant le «dynamisme et la volonté» affichés par les groupes d'apprentis en formation par apprentissage qui leur permet de ne pas perdre de temps en alliant théorie et pratique.

K. L.

Laiterie Soummam

Important investissement dans des fermes d'élevage de vaches laitières

■ La laiterie Soummam, un des plus grands producteurs des produits laitiers sur le plan national, compte investir pas moins de 2 milliards de dinars dans des fermes d'élevage de vaches laitières dans plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris de son Directeur général.

Plusieurs fermes spécialisées dans l'élevage de vaches laitières seront prochainement lancées au niveau de différentes wilayas, a indiqué Lounis Hamitouche à l'APS, en marge de la troisième édition du Salon international de l'agriculture «AgoPro Expo», clôturé samedi au Centre des conventions d'Oran.

Des fermes se lanceront dans l'élevage de 104 à 144 vaches au courant du premier trimestre 2018 à Batna, Constantine et Oum El Bouaghi. Une plus grande ferme d'une capacité de 2.000 vaches sur une superficie de 423 hectares sera également lancée avant la fin du premier semestre 2018 à Hassi Lefdoul dans la wilaya de Tiaret, a-t-il annoncé, ajoutant que l'exploitation des nouvelles fermes permettra d'augmenter la capacité de 150.000 litres par jour.

La laiterie, qui a également distribué 12.000 vaches sur des agriculteurs (dans 38 wilayas), auprès desquels elle récolte le lait, est loin d'atteindre les quantités qu'il faut pour couvrir ses besoins en lait estimés à 2 millions de litres par jour, alors que sa production ne dépasse pas 500.000 l/j, a noté le même responsable. La laiterie, qui dispose déjà de quatre fermes opérationnelles d'une capacité globale de production de 200.000 litres de lait par jour, compte par ailleurs investir dans l'aliment de bétail avec une unité de production fourrage dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a affirmé M. Hamitouche, rappelant que deux autres unités ont été mis en place à Constantine et à Khenchla.

L. Y.

Grippe saisonnière à Ghardaia Plus de 10.000 doses antigrippales utilisées

■ Plus de 10.000 doses de vaccin antigrippal ont été utilisées à ce jour dans la wilaya de Ghardaia au titre de la campagne 2017/2018 de vaccination contre la grippe saisonnière, a-t-on appris samedi auprès de la direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH). L'opération qui se poursuivra durant toute la période hivernale, est menée à travers l'ensemble des établissements publics de santé de proximité (EPSP), les établissements publics hospitaliers (EPH), les centres de soins et les polycliniques et les centres de protection maternelle et infantile (PMI), selon la même source.

La vaccination contre la grippe saisonnière est recommandée pour les personnes âgées de 65 ans et plus, les malades atteints de pathologies chroniques présentant un risque élevé aux complications de la grippe, les femmes enceintes et le personnel exerçant dans le domaine de la santé, a expliqué à l'APS le DSP Ameer Benaissa. Pas moins de 80% des doses de vaccin antigrippal destinées à la wilaya de Ghardaia ont été consommées à travers l'ensemble des points de vaccination relevant des établissements de santé de la wilaya, a précisé le même responsable. La quantité de vaccins réservés pour la wilaya de Ghardaia est de 13.000 doses jugée «suffisante» pour satisfaire la demande en la matière, a-t-il ajouté.

Cette action de prévention a été précédée par une campagne de communication et de sensibilisation auprès des acteurs de la société lancée à travers les ondes de la radio locale, les mosquées et le milieu médicale pour expliquer les effets positifs et l'intérêt de la vaccination contre la grippe.

T. H.

CONFLITS ►►

Syrie

Fermeté d'Ankara contre Washington, appel de groupes kurdes au monde

La Turquie a sommé les Etats-Unis de se retirer d'une ville du nord de la Syrie qu'elle menace d'attaquer dans le cadre de son offensive contre une milice kurde, qui a exhorté la communauté internationale à faire pression sur Ankara.



« Il faut qu'ils (les Etats-Unis) se retirent immédiatement de Minbej », une ville située à une centaine de kilomètres à l'est de la région d'Afrine où Ankara effectue son opération, a déclaré samedi le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu.

Au huitième jour de cette campagne aérienne et terrestre contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) qui préoccupe plusieurs pays occidentaux, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit résolu à « écraser comme un rouleau compresseur » toute menace.

La Turquie mène depuis le 20 janvier une offensive dans la région d'Afrine (nord-ouest de la Syrie) contre les YPG. Si Ankara qualifie ce groupe de « terroriste », il est l'allié de la coalition antijihadistes qui combat le groupe Etat islamique (EI).

Plusieurs partis politiques kurdes syriens, dont le Parti de l'union démocratique (PYD), aile politique des YPG, ont appelé samedi « la communauté internationale » et « les forces nationales syriennes » à « faire pression par tous les moyens » pour stopper l'offensive d'Ankara.

Une semaine après son

déclenchement, l'opération turque, baptisée « Rameau d'olivier », a renforcé les tensions déjà vives entre Ankara et Washington.

Vendredi, M. Erdogan avait menacé d'étendre à Minbej, et plus à l'est, jusqu'à la frontière irakienne, l'offensive actuelle d'Ankara en Syrie, au risque d'entrer en confrontation directe avec les forces américaines.

Dans ce contexte de tensions, la présidence turque a révélé samedi que le conseiller à la Sécurité nationale du président américain, H.R. McMaster, et le porte-parole de M. Erdogan, Ibrahim Kalin, s'étaient entretenus vendredi soir au téléphone.

Relations empoisonnées

D'après la présidence turque, M. McMaster a « confirmé » à M. Kalin que les Etats-Unis ne fourniraient plus d'armes aux YPG au cours de cet entretien qui s'est déroulé après une autre conversation téléphonique, mercredi, entre M. Erdogan et Donald Trump.

Cette question empoisonne depuis des mois les relations entre ces deux partenaires au sein de l'Otan, Ankara reprochant à Washington de soutenir

ce groupe étroitement lié au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui est engagé dans une guérilla meurtrière en Turquie. Signe du fossé qui s'est élargi, les gouvernements turc et américain ont fait des comptes-rendus considérablement divergents de la conversation téléphonique entre MM. Erdogan et Trump mercredi.

Faisant fi des appels des Etats-Unis à la « retenue », M. Erdogan a déclaré samedi que son pays écraserait « comme un rouleau compresseur, toutes les organisations terroristes ».

Sur le terrain, les bombardements turcs ont repris samedi, « mais à un rythme moins intensif, en raison du mauvais temps », a déclaré l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

A Azaz, ville située à 20 km à l'est d'Afrine et tenue par des rebelles syriens soutenus par Ankara, les détonations sporadiques de l'artillerie turque se font entendre, selon une correspondante de l'AFP.

Coût humain

Une semaine après son déclenchement, plusieurs milliers de personnes ont manifesté en France et en Allemagne pour dénoncer l'opération turque. A

Cologne (ouest de l'Allemagne), la police a dispersé un rassemblement de près de 20 000 Kurdes après que des symboles du PKK ont été brandis.

Plusieurs petits affrontements ont toutefois eu lieu « entre Turcs et Kurdes », sans que de « gros actes de violence » ne soient à déplorer, a indiqué un porte-parole de la police à l'agence de presse DPA.

En France aussi, des manifestations pro-kurdes, d'ampleur plus limitée, ont eu lieu samedi: 2 500 personnes ont défilé dans le centre de Paris derrière une banderole tenue par une demi-douzaine de femmes affirmant que « le fascisme truc d'Erdogan sera enterré à Afrin ».

A Marseille (sud), 2 000 personnes, selon la police, se sont rassemblées sans incident sur le Vieux-Port. « On a été trahis, on a vaincu Daech, et aujourd'hui la Turquie massacre notre peuple », s'est indigné Sahil Azad, porte-parole du centre démocratique kurde de la ville.

D'après l'Osdh, les affrontements dans la région d'Afrine ont fait depuis samedi plus de 110 morts dans les deux camps et 38 civils ont été tués, pour la plupart dans des bombardements turcs.

L'armée turque, qui dément toute frappe contre des civils, a indiqué que deux de ses soldats avaient été tués samedi, portant le nombre de ses pertes à cinq morts et plus de 40 blessés en à peine une semaine.

Evoquée depuis plusieurs mois, l'intervention turque à Afrine a été précipitée par l'annonce de la création prochaine par la coalition luttant contre les jihadistes emmenée par Washington d'une « force frontalière » incluant notamment des YPG.

Plusieurs pays, dont l'Allemagne et la France, ainsi que l'Union européenne, ont exprimé leur préoccupation face à l'intervention turque qui complique davantage encore la situation en Syrie, où la guerre a fait plus de 340 000 morts depuis 2011. **AFP**

Iran

Combats entre Gardiens de la Révolution et un commando de l'EI

Trois membres du corps des Gardiens de la Révolution et trois djihadistes du groupe Etat islamique ont péri samedi dans des affrontements dans l'ouest de l'Iran, a annoncé un haut gradé iranien, cité par l'agence de presse iranienne Tasnim.

Un commando d'une vingtaine de djihadistes de l'EI a été pris en chasse après avoir franchi la frontière ouest de l'Iran, avant d'être attaqué par les Gardiens de la Révolution, le plus puissant corps d'armée d'Iran, indique Sepah News, le site Internet d'information des Gardiens.

Seize djihadistes ont été capturés et deux ont pu prendre la fuite mais ils ont été par la suite encerclés, a déclaré le général Mohammad Pakpour, chef des forces terrestres des Gardiens, cité par Tasnim.

En juin dernier, un commando de djihadistes de l'EI avait attaqué le parlement iranien, à Téhéran, ainsi que le mausolée de l'ayatollah Khomeini, le fondateur de la République islamique, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés.

Les membres du commando de juin étaient tous des Kurdes originaires de l'ouest de l'Iran, près de la frontière avec l'Irak.

Les Gardiens de la Révolution ont tiré plusieurs missiles contre des bases de l'EI en Syrie le 18 juin, en représailles à l'attaque de Téhéran.

Reuters

Attentat en Afghanistan Niveau d'alerte toujours maximal

Le niveau d'alerte restait à son plus haut niveau à Kaboul dimanche au lendemain de l'attentat qui a fait près de 100 morts et 200 blessés, selon des médias.

Le dernier bilan publié par le ministère de la Santé fait état de 95 morts mais porte le nombre des blessés à 191 (contre 158), a indiqué à la presse Waheed Majrooh, porte-parole du ministère de la Santé.

« Parmi les blessés on a compté 182 hommes et neuf femmes » a-t-il précisé, ajoutant que l'hôpital Jamhuriat, qui se trouve à proximité du lieu de l'attentat « a subi de lourds dégâts mais continue de traiter les patients ».

L'explosion au moyen d'une ambulance piégée, revendiquée par les talibans, s'est produite au coeur de la capitale dans une rue de Kaboul abritant de nombreuses institutions - ministère de l'Intérieur, délégation de l'Union européenne, lycée pour filles Malalai, Haut conseil pour la Paix - et les ambassades d'Inde et de Suède.

Cet attentat, l'un des pires à frapper Kaboul ces dernières années, est le troisième en une semaine après l'attaque de l'hôtel Intercontinental le 20 janvier et celle de l'ONG Save The children à Jalalabad (est), mercredi dernier.

T. L.

Yémen

Dix morts dans des affrontements à Aden

« Au moins 10 combattants ont été tués et une trentaine d'autres blessés dans des affrontements survenus dimanche entre groupes armés yéménites alliés à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, à Aden dans le sud du Yémen, a-t-on rapporté de source médicale. »

Il s'agit des affrontements les plus meurtriers à ce jour entre des séparatistes du sud du Yémen, soutenus par les Emirats arabes unis (EAU), et des forces fidèles au gouvernement yéménite en exil en Arabie Saoudite.

Le Premier ministre yéménite, Ahmed ben Dagher, a dénoncé les agissements des séparatistes du Sud, parlant de coup de force et estimant que l'on s'acheminait vers une « confrontation militaire générale, ce qui serait un cadeau direct fait aux (militiens

chiites) Houthis et à l'Iran ».

Il a appelé les pays arabes à empêcher qu'Aden, capitale provisoire de l'administration du président Abd-Rabbou Mansour Hadi, ne tombe entre les mains des séparatistes du Sud, qui se sont emparés de pans importants de la ville à la faveur de ces affrontements.

« Ils progressent militairement, implantant de nouveaux postes de contrôle militaires et attaquant les bases du gouvernement légitime », a écrit le Premier ministre sur sa page Facebook.

Des combattants étaient déployés dimanche dans la majeure partie des quartiers d'Aden, où l'on entendait des tirs d'armes automatiques et des explosions, ont constaté des journalistes de Reuters.

Les séparatistes des Forces de résistance du Sud ont pris une base militaire clé et plusieurs édifices officiels aux soldats fidèles au président yéménite Abd-Rabbou Mansour Hadi, en exil en Arabie Saoudite, et, rapportaient des habitants, plusieurs centaines de manifestants favorables aux séparatistes se sont rassemblés sur une place de la ville. Les séparatistes ont accusé ces derniers jours le gouvernement de Hadi de corruption et d'incompétence, et ont réclamé sa démission. Si Hadi est toujours en exil en Arabie, son administration contrôle théoriquement les quatre cinquièmes du territoire yéménite, mais certains responsables politiques et militaires à Aden aspirent désormais à recréer l'Etat du Sud-Yémen, démantelé en 1990. **AFP**



Nord du Bénin

Le parc national de la Pendjari reprend vie

Accoudé à la balustrade du lodge de la Pendjari, le grand parc national à l'extrême nord du Bénin, Jean-Marc Froment, responsable de la conservation au sein de l'ONG African Parks, observe une quarantaine d'éléphants qui s'abreuvent dans un immense point d'eau.



Presque au ralenti, un groupe d'adultes, la trompe et les oreilles en avant, chassent deux lionnes qui surveillent les lieux. Ils font barrage aux prédateurs pour que leurs petits puissent se désaltérer en sécurité.

"Vous voyez comme ils arrivent tranquillement? C'était encore inimaginable il y a quelques mois, ils étaient très agités", raconte M. Froment, vêtu d'une chemise à l'effigie de sa dernière mission au Tchad.

Belge d'origine, cet expert s'est installé au Bénin il y a quatre mois, après avoir passé sa vie en Afrique à aider les États dans la préservation de leurs parcs nationaux, souvent détruits par des décennies de conflits.

Le Bénin n'est pas en guerre. Mais la biosphère de la Pendjari, située à plus de douze heures de route de la capitale économique Cotonou, a souffert de décennies de négligence politique et économique.

Ce parc de 4.700 km² est l'un des trois parcs de l'ensemble WAP (W, Arly et Pendjari) qui s'étend sur le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, et l'un des derniers sanctuaires de la vie sauvage en Afrique de l'Ouest, où la faune et la flore ont été négligées depuis les temps de la colonisation française.

Victime du braconnage des éléphants pour l'ivoire, de la chasse illégale, de l'abattage du bois, la Pendjari "mourait à petit feu", explique José Pliya, directeur de l'Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT), mise sur pied par le chef de l'Etat béninois pour "accélérer" la mise en place des projets.

Objectifs ambitieux

Arrivé au pouvoir en 2016, Patrice Talon a fait du tourisme la priorité de son quinquennat. "Le chef de l'Etat compare souvent les richesses patrimoniales et culturelles du Bénin à des gisements de pétrole non-exploités", raconte son acolyte M. Pliya.

Il souhaite créer 100.000 emplois en dix ans et attirer un million de visiteurs d'ici 2021, un objectif très ambitieux à l'aune des 200.000 touristes enregistrés sur la saison 2014-2015.

"Nous travaillons sur six projets à travers le pays, et pour l'instant la Pendjari est le plus avancé", poursuit le directeur, qui s'y rend régulièrement.

Pour faire revivre un parc de cette taille, il fallait trouver des investisseurs prêts à engager 26 millions de dollars en dix ans.

Le gouvernement béninois a pris sa part, en allouant environ 6 millions de dollars.

Il a délégué la gestion du parc à l'ONG African Parks, prenant exemple sur le succès de la préservation des gorilles au Rwanda où le tourisme représente déjà la plus importante rentrée de devises (400 millions de dollars en 2016).

"La croissance de la vie sauvage sera notre indice de réussite", insiste Jean-Marc Froment.

'Tout reste à faire'

Combien y a-t-il de lions? De buffles? D'hippopotames? "Pour l'instant, nous n'avons que des estimations." Un ULM doit survoler le parc pendant huit jours à basse altitude pour les recenser.

"Avant, il n'y avait aucun moyen aérien dans le parc. Mais c'est essentiel: du ciel, on peut voir les carcasses, les feux de forêts, les braconniers...", explique le pilote Stéphane Carre.

Il faut ensuite comprendre les habitudes, les déplacements des bêtes sauvages. Des colliers GPS ont été posés sur plusieurs éléphants et lions pour savoir où déployer la soixantaine de nouveaux rangers formés pour les protéger, mais aussi où construire les futurs lodges ou les nouvelles pistes qui accueilleront les touristes.

Quant à la clientèle ciblée, faut-il développer un tourisme de luxe ou

garder une clientèle plus jeune et 'routarde'? Comment vendre le 'produit safari'? "Tout est à faire", résume James Terjanian, le nouveau directeur du parc. "C'est ce qui est passionnant".

Mais le plus grand défi, dans cette région pauvre et à forte densité de population, reste de se faire accepter par les villages alentour.

"Les riverains subissent les effets du parc car ils ne peuvent pas aller cultiver ou pêcher", explique Djaléni Djatto, secrétaire exécutif de l'Avigref, l'association qui gère les relations entre le parc et les communautés depuis 2000.

Ministre de la Pendjari

Sans retombées économiques directes, la bataille est perdue d'avance. Outre les emplois directs du tourisme, African Parks réfléchit à développer l'apiculture pour exporter le miel, ou encore transformer le karité pour en faire des produits cosmétiques.

Mille enfants des villages avoisinants sont également venus visiter le parc depuis le mois de mai.

Ce matin, une trentaine d'élèves de primaire arrivent en minibus, le regard perdu vers la brousse. Le soleil n'est pas sorti depuis plus de deux heures que l'air chaud et sec s'abat déjà sur une immense mare où un héron, posé sur le dos d'un hippopotame, guette les poissons. Les gamins, vêtements usés et sandales dépareillées, grimpent sur une estrade en bois, et se passent les jumelles pour admirer la scène. Ils habitent à quelques kilomètres de là mais n'ont jamais vu pareilles créatures.

Abel, 13 ans, a déjà choisi sa voie: quand il sera grand, il deviendra "Ministre de la Pendjari".

"C'est ça qui va avoir un impact", explique M. Djatto: "Les enfants grandissent désormais avec l'idée qu'ils pourront trouver d'autres emplois que de travailler dans les champs."

AFP

Gambie

Malabo "protègera" l'ancien président en exil

La Guinée équatoriale "protègera" l'ancien président gambien Yahya Jammeh, qui a trouvé exil il y a un an dans ce pays après avoir dû quitter le pouvoir en Gambie, a déclaré le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, assurant "être en accord" sur ce point avec l'Union africaine (UA).

M. Obiang Nguema s'exprimait vendredi soir à la télévision nationale, à l'issue d'une visite de quelques heures à Malabo du président en exercice de l'UA, le président guinéen Alpha Condé.

"Je crois que la position de protéger les anciens chefs d'Etat est une position correcte. Et précisément je félicite Alpha Condé qui m'a suggéré qu'il n'accepterait aucune demande d'extradition de Yahya Jammeh. Moi non plus je ne l'accepterai pas", a expliqué le président Obiang Nguema.

"Nous sommes complètement d'accord qu'il faut protéger Yahya Jammeh, il faut le respecter comme ancien chef d'Etat d'Afrique. Car c'est une garantie pour que les autres chefs d'Etat qui doivent quitter le pouvoir n'aient pas peur des harcèlements qu'ils pourraient subir par après", a-t-il affirmé.

Le chef de l'Etat équato-guinéen, au pouvoir depuis 38 ans, a par ailleurs félicité son homologue guinéen pour son travail à la tête de l'UA, où il a démontré qu'il était "un grand panafricaniste".

En janvier 2017, le président gambien Yahya Jammeh avait été contraint de partir en exil après plus de 22 ans à la tête de ce pays anglophone d'Afrique de l'Ouest et après avoir contesté pendant six semaines sa défaite à l'élection présidentielle de décembre 2016 face à Adama Barrow.

Sous la menace d'une intervention militaire des pays d'Afrique de l'Ouest, et après plusieurs médiations régionales, notamment une ultime initiative guinéo-mauritanienne, il avait consenti à quitter le pouvoir et avait trouvé refuge en Guinée Equatoriale. Un an après son départ, la stabilité politique reste néanmoins fragile en Gambie, du fait notamment de l'influence persistante des ex-chefs militaires du régime Jammeh.

AFP

Tunisie

Lancement des études géotechniques d'un barrage

Kasserine, 28 jan 2018 (APS)- Les études géotechniques pour la construction du barrage de Boulaâba, dans la délégation de Kasserine-nord, sur le bassin versant de l'oued Htab, ont démarré.

Cet ouvrage devra permettre de collecter plus de 24 millions de m³ cube d'eau de ruissellement, provenant de cet oued, qui s'étend sur 117 ha, explique Ahmed Trabelsi, responsable au commissariat régional au développement agricole cité par l'agence TAP.

D'un coût global de 45 millions de dinars, le barrage aura une capacité de stockage de 48 millions de m³. Il permettra de protéger les plaines de Sidi Boulaâba contre les inondations et les localités limitrophes d'oued Htab et de Sidi Harrath.

Il fournira l'eau d'irrigation pour 2400 ha de périmètres situés en amont et 300 ha dans la délégation de Foussana, en aval. Il permettra, en outre, d'alimenter en eau la zone industrielle de Kasserine et de fournir le stock en eau nécessaire pour lutter contre les incendies de forêt du mont Chaambi et de Semmama.

R. B.

Liberia

Weah complète son premier gouvernement

Le nouveau président du Liberia, l'ex-star du foot George Weah, a complété samedi son premier gouvernement en nommant de nouveaux ministres, un mélange de nouveaux venus et de membres de l'ancienne administration.

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Varney Sirleaf, est le

beau-fils de l'ex-présidente Ellen Johnson Sirleaf. L'ancien ministre de l'Information, Eugene Nagbe, garde son portefeuille dans le nouveau gouvernement, selon un communiqué officiel.

Le ministre de l'Education Ansu Sonii, et celui du Commerce et de l'Industrie, Wilson Tarpeh, étaient les porte-paroles de Weah, pen-

dant sa campagne électorale.

Une seule femme, Williametta Piso Saydee-Tarr, devient ministre, elle obtient le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale.

Plusieurs femmes sont cependant nommées secrétaires d'Etat ou assistantes de ministres.

Enfin, Zogar Wilson, nouveau

ministre de la Jeunesse, est l'ancien gardien de but de l'équipe nationale de football, et du club local Mighty Barrolle.

Largement élu le 26 décembre et investi lundi à Monrovia, l'ancien attaquant de Monaco, du PSG et du Milan AC, 51 ans, avait dans la foulée désigné ses premiers ministres, qui devront être confir-

més par le Sénat.

Le passage de flambeau entre Ellen Sirleaf et George Weah constitue la première passation de pouvoirs entre deux présidents élus depuis 1944 dans ce pays d'Afrique de l'Ouest marqué par une guerre civile particulièrement atroce entre 1989 et 2003.

AFP

Y aura-t-il une attaque nucléaire surprise des États-Unis contre la Corée du Nord?

Sous couvert du dégel entre la Corée du Nord et la Corée du Sud d'avant les Jeux Olympiques d'hiver et l'accalmie de la rhétorique " feu et furie " de la Maison Blanche de Trump, il y a de plus en plus de signes que le Pentagone et la CIA procèdent avec les préparatifs d'une guerre préventive contre la Corée du Nord, y compris l'utilisation d'armes nucléaires.

Par Bill Van Auken

Il y a eu de multiples reportages dans les médias américains sur les discussions en coulisses entre l'armée américaine et l'appareil de renseignement et l'administration Trump sur la faisabilité d'une attaque dite « nez sanglant » impliquant des frappes aériennes américaines sur des installations nucléaires nord-coréennes, dont il serait espéré – même si c'est mal fondé – qu'elles ne provoqueraient pas une guerre à grande échelle.

Dans un discours public rare, le directeur de la CIA, Mike Pompeo, a fait allusion à ces plans. S'exprimant devant l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion de droite, M. Pompeo a averti que Pyongyang serait « à quelques mois » de la capacité d'organiser une attaque nucléaire contre le continent américain.

Le directeur de la CIA a déclaré que Washington allait « écarter ce risque » et « dénucléariser en pour toujours » la Corée du Nord. Tout en affirmant que l'administration Trump s'était engagée à une « solution par des moyens diplomatiques » – une affirmation démentie par Trump lors de la réprimande de son secrétaire d'État, Rex Tillerson, en octobre dernier pour avoir « gaspillé son temps » en négociations avec le gouvernement de Kim Jong Un – Pompeo a déclaré que la CIA travaillait avec le Pentagone pour « préparer une série d'options pour s'assurer que nous pouvons proposer une gamme de choses afin que le président ait la gamme complète des possibilités ».

Il a ajouté qu'il « laisserait aux autres le soin de s'occuper de la capacité ou la sagesse d'une frappe préventive ». La question de la « capacité », cependant, est déjà décidée à travers une série d'actions sinistres prises par l'armée américaine. Plus tôt ce mois-ci, la Force aérienne a déployé six bombardiers B-52H Stratofortress ainsi que 300 aviateurs de la base aérienne de Barksdale en Louisiane à Guam pour remplacer six bombardiers B-1B Lancer. Le positionnement des B-52, qui contrairement aux bombardiers B-1B sont capables d'utiliser des armes nucléaires, marque une escalade majeure.

US B-2 nuclear capable bomber

« Le retour du B-52H dans le Pacifique fournira à [US Pacific Command] et à ses alliés et partenaires régionaux une plateforme de projection de puissance stratégique et crédible », a déclaré la Force aérienne dans un communiqué. « Le B-52 est capable de voler à des vitesses subsoniques élevées à des altitudes allant jusqu'à 50 000 pieds et peut transporter des munitions conventionnelles nucléaires ou à guidage de précision avec une capacité de navigation de précision



dans le monde entier. Cette présence déployée à l'avant démontre l'engagement continu des États-Unis envers leurs alliés et partenaires dans la région Indo-Pacifique. »

Une semaine plus tôt, le Pentagone a déployé trois bombardiers furtifs nucléaires B-2 sur la base aérienne de Guam.

Les déploiements marquent la première fois en près de deux ans et demi que les trois types de bombardiers – les B-52, B-2 et B-1B – ont été rassemblés à Guam, à seulement 2200 kilomètres des cibles en Corée du Nord.

L'agence Bloomberg News a rapporté mercredi que l'US Air Force « a déployé une version améliorée de la plus grande bombe non nucléaire des États-Unis – un bunker buster de 30 000 livres [13 tonnes] qui ne peut être transporté que par les bombardiers furtifs B-2 basés actuellement à Guam. »

L'arme, qui est plus grande que la « mère de toutes les bombes » (MOAB) larguée sur l'Afghanistan en avril dernier « pourrait être utilisée si les États-Unis décidaient de frapper des installations nucléaires souterraines en Corée du Nord », a rapporté Bloomberg.

Pendant ce temps, l'USS Carl Vinson, un super transporteur de classe Nimitz de la marine américaine, et son groupe de destroyers à missiles guidés et d'autres navires de guerre, ont quitté San Diego plus tôt ce mois-ci et devraient arriver au large de la péninsule coréenne avant que les Jeux Olympiques d'hiver commencent à Pyeongchang, en Corée du Sud, le 9 février. Ils rejoindront le groupe de combat de l'USS Ronald Reagan déjà déployé au Japon.

L'USS Wasp, un porte-avions miniature de 40 000 tonnes, est maintenant opérationnel depuis le Japon, transportant des avions F-35B, les avions de combat les plus avancés du Pentagone, capables de transporter des bombes thermonucléaires B61 utilisant la gravité, une arme anti-bunker pénétrant dans le sol qui pourrait être utilisée contre les installations nucléaires souterraines ainsi que celles de commandement et contrôle en Corée du Nord.

Parallèlement à ce renforcement des forces de frappe nucléaires, les troupes terrestres et aéroportées américaines s'entraînent pour une invasion dans des bases à tra-

vers les États-Unis, tandis que 1000 réservistes ont été appelés pour servir dans des « centres de mobilisation » utilisés pour le déplacement rapide des troupes à l'étranger.

Ces préparatifs militaires fébriles ont lieu alors que la Corée du Sud a persuadé Washington d'annuler les exercices militaires conjoints prévus sur la péninsule coréenne elle-même, que Pyongyang avait dénoncés comme une provocation et une préparation à l'invasion. Le gouvernement sud-coréen du président Moon Jae-in a profité des prochains Jeux olympiques d'hiver de 2018 pour reprendre le dialogue avec la Corée du Nord, qui a accepté d'envoyer une grande délégation aux Jeux, les joueuses nord-coréennes et sud-coréennes de hockey sur glace se trouvant pour la première fois dans la même équipe.

Kim Jong-un a publié jeudi une déclaration conciliatrice appelant tous les Coréens « au pays et à l'étranger » à travailler pour « améliorer rapidement les relations Nord-Sud » et pour « une percée pour la réunification indépendante ». À Davos, le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Kang Kyung-wha, a déclaré lors d'un point de presse : « La question nucléaire doit être résolue par des négociations et des efforts diplomatiques. Cette idée d'une solution militaire est inacceptable ».

Elle a refusé de commenter lorsqu'on lui a demandé si Washington avait clairement donné à Séoul l'assurance qu'il ne mènerait pas une attaque militaire unilatérale. Elle a ajouté : « C'est notre destin qui est en jeu. Toute option prise sur la péninsule coréenne ne peut être mise en œuvre sans que nous en soyons d'accord. »

Il n'est toutefois pas certain que l'administration Trump ait donné à Séoul un pouvoir de veto sur l'action militaire américaine. Il ne fait aucun doute que Washington considère les pourparlers entre Séoul et Pyongyang comme une menace à sa politique de « pression maximale » contre la Corée du Nord et un obstacle potentiel à ses préparatifs de guerre. Loin de diminuer la marche à la guerre américaine, toute tentative d'accommodement entre Séoul et Pyongyang ne fera qu'augmenter la pression au sein de l'establishment étasunien et de son appareil militaire et de renseignement

pour résoudre le problème par l'agression militaire.

Au milieu du renforcement militaire américain, le gouvernement américain a lancé mercredi une nouvelle série de sanctions visant à étrangler l'économie nord-coréenne. Ces dernières sanctions visaient neuf entités, 16 individus et six navires nord-coréens. Parmi eux deux sociétés commerciales basées en Chine figurent sur la liste des sanctions.

Pékin a réagi avec hostilité aux nouvelles sanctions. « La Chine s'oppose résolument à tout pays utilisant ses propres lois pour exercer sa compétence à distance sur des entreprises ou des particuliers chinois », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le danger continu de la guerre dans la péninsule coréenne, qui comporte la menace d'une conflagration nucléaire qui pourrait coûter la vie à des millions de personnes, a été cité jeudi par le Bulletin des scientifiques atomiques en avançant de 30 secondes son « Horloge de l'apocalypse », qu'il a maintenu depuis 1947, à deux minutes avant minuit. Ce n'est que la deuxième fois en plus de sept décennies que le groupe fait une évaluation de cette grave menace de guerre nucléaire.

Il a également cité la menace de l'administration Trump de renverser l'accord nucléaire iranien et les tensions croissantes entre les États-Unis et la Russie, les deux plus grandes puissances nucléaires du monde. Il a également attiré l'attention sur l'« Examen du dispositif nucléaire de l'administration Trump, qui vise à « accroître les types et les rôles des armes nucléaires dans les plans de défense américains et à abaisser le seuil » pour leur utilisation.

L'administration et le Pentagone ont récemment publié une Stratégie de sécurité nationale et une Stratégie de défense nationale, qui définissent un changement fondamental dans la stratégie américaine, remplaçant la « guerre mondiale contre le terrorisme » de deux décennies par la préparation au conflit « entre les grandes puissances », et la guerre mondiale, dans lequel un accent est mis sur le renforcement de l'arsenal nucléaire de Washington.

Bill Van Auken

Présidentielle tchèque

Le populiste pro-russe Milos Zeman réélu



Le président tchèque sortant pro-russe Milos Zeman, un populiste qui a fait campagne contre l'immigration, a été réélu samedi pour un deuxième quinquennat, d'après les résultats complets du vote.

M. Zeman, 73 ans, a obtenu 51,36% des suffrages contre 48,63% à l'académicien pro-européen Jiri Drahos, 68 ans, pour un taux de participation de 66,6%, selon la télévision publique tchèque.

«Cette confiance des citoyens de la République tchèque me remplira d'énergie au cours des cinq années à venir et je suis persuadé que cette confiance ne sera pas déçue», a-t-il assuré.

M. Zeman, président du pays membre de l'Otan et de l'UE de 10,6 millions d'habitants — qui a estimé avant le scrutin que la «Russie ne représente pas un risque sécuritaire» —, a reçu peu après sa réélection les félicitations du chef de l'Etat russe, Vladimir Poutine.

«Les résultats des élections confirment la grande autorité de M. Zeman en tant qu'homme politique expérimenté et responsable, réalisant les intérêts et les aspirations du peuple tchèque», a écrit le président russe, selon un communiqué du Kremlin cité par les agences de presse russes.

«Vladimir Poutine a souligné que la Russie apprécie la position de

M. Zeman en faveur du développement des relations d'amitié russo-tchèques et d'une coopération mutuellement bénéfique dans plusieurs domaines», a ajouté le Kremlin.

Citoyens normaux

M. Zeman a retrouvé au soir de la victoire ses accents populistes pour s'en prendre aux journalistes et aux hommes politiques, en déclarant vouloir se battre pour «une citoyenneté active».

«Je me suis persuadé en effet que non seulement l'intelligence des journalistes mais aussi celle de certains politiciens est sensiblement plus basse que celle des citoyens normaux», a-t-il dit.

M. Drahos, 68 ans, a immédiatement concédé sa défaite et félicité son adversaire, tout en soulignant que le résultat était «très serré».

«Nous n'avons pas gagné, mais nous n'avons pas perdu non plus», a poursuivi l'ex-patron de l'Académie des sciences. «Je suis très content de cette vague d'énergie apparue lors de cette élection présidentielle et qui ne saurait disparaître».

«Je promets que je continuerai à mener cette énergie et cet espoir, je ne quitte pas la vie publique», a conclu cet amateur de chant, avant d'entonner l'hymne national.

Intérêts nationaux

Pour l'analyste Jiri Pehe, «c'est la migration qui a été le sujet principal. Zeman (hostile aux migrants) est aux yeux de ses électeurs le défenseur des intérêts nationaux tchèques», a-t-il expliqué.

«La migration a été sans nul doute un sujet clé», a reconnu M. Drahos, au cours d'un entretien diffusé dans la soirée à la télévision publique CT,

après avoir rejeté l'étiquette d'«instituteur» (de migrants) qui lui avait été collée selon lui par M. Zeman et ses supporters.

«Mon opinion dans cette question ressemble en principe à celle de Milos Zeman: il faut aider (les migrants) dans leurs pays et il faut protéger la frontière de l'Union européenne. Je rejette depuis le début les quotas (de répartition)», a-t-il souligné.

Le président sortant a bénéficié notamment du soutien des milieux ruraux et des travailleurs manuels, tandis que M. Drahos était le candidat préféré des milieux intellectuels et des grandes villes.

Le scrutin s'est déroulé aussi sur fond de problèmes du gouvernement minoritaire du milliardaire populiste Andrej Babis, allié de M. Zeman.

Inculpé pour fraude aux subventions européennes, M. Babis n'a pas réussi à obtenir la confiance du Parlement et a présenté au président la démission formelle du cabinet la semaine dernière.

Revenant à la politique d'aujourd'hui, M. Zeman a laissé entendre qu'Andrej Babis pourrait désormais diriger longtemps son gouvernement démissionnaire en attendant d'en former un autre.

«Comme j'ai été réélu, je ne vois aucune raison pour mettre la pression à Andrej Babis par un délai trop court pour la nomination de son gouvernement», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

M. Babis a affiché sa satisfaction à l'annonce de la victoire de son allié.

«J'étais persuadé que la campagne basée sur les attaques contre lui (Zeman) ne serait pas couronnée de succès. Je suis très content de n'avoir pas eu tort», a-t-il dit.

Trump serait prêt à signer une nouvelle version de l'accord de Paris sur le climat

■ Le président américain Donald Trump serait prêt à signer l'accord de Paris sur le climat, mais seulement s'il comprend des modifications importantes, selon des extraits d'une interview qui sera diffusée dimanche par la chaîne de télévision britannique ITV.

Donald Trump avait annoncé en juin 2017 que les Etats-Unis se retirent de l'accord de Paris, le qualifiant de «mauvais accord» pour l'économie américaine, une décision désapprouvée internationalement.

Bien qu'il reste ferme dans ses critiques contre l'accord historique signé par son prédécesseur, Barack Obama, Donald Trump s'est dit prêt à signer un accord remanié.

«L'accord de Paris serait pour nous un désastre», a-t-il affirmé.

«S'ils faisaient un bon accord... il y a toujours une chance que nous revenions», a-t-il ajouté, décrivant l'accord actuel d'«affreux» et d'«injuste» pour les Etats-Unis.

Ce traité historique a été signé par 197 nations en 2015 après d'intenses négociations à Paris où tous les pays ont pris des engagements volontaires de réduction de leurs émissions de carbone.

«Si quelqu'un disait «revenez dans l'accord de Paris», il faudrait qu'il soit totalement différent car nous avons un accord affreux», estime M. Trump, selon des extraits de l'interview.

«Pourrais-je y retourner ? Ouais, j'y retournerais... J'adorerais cela».

Donald Trump, qui a déjà laissé la porte entrouverte à un retour dans l'accord de Paris en cas de renégociations sur lesquelles il est cependant toujours resté évasif, avait déjà déclaré début janvier que les Etats-Unis pourraient «en théorie y revenir».

AFP

Espagne: la justice bloque l'investiture de Puigdemont comme président de Catalogne

■ La Cour constitutionnelle espagnole a annoncé samedi avoir bloqué l'investiture comme président de Catalogne de Carles Puigdemont, exilé en Belgique alors qu'il fait l'objet de poursuites judiciaires en Espagne. «La Cour constitutionnelle a décidé à l'unanimité de suspendre préventivement l'investiture de Puigdemont sauf s'il se présente en personne au parlement (régional qui procède à cette investiture), muni d'une autorisation judiciaire préalable», indique le communiqué diffusé par la Cour à l'issue d'une longue réunion. La session d'investiture est prévue mardi devant le parlement à Barcelone.

«Les magistrats considèrent indispensables que Puigdemont soit présent en personne devant la chambre, et qu'il obtienne à cet effet l'autorisation préalable du juge en charge des poursuites pénales» pour rébellion et sédition le visant, précise le texte. «Le débat et le vote d'investiture (...) ne pourront pas être célébrés via des moyens télématiques ou par procuration à un autre parlementaire», ordonne la Cour. M. Puigdemont souhaitait se faire investir par vidéoconférence, ou en se faisant représenter par un autre député. Les magistrats avertissent par ailleurs les autres membres du parlement catalan «de leurs responsabilités, y compris pénales, en cas de désobéissance à cette suspension».

Néanmoins, le tribunal s'accorde un délai de dix jours pour décider d'accepter ou non le recours déposé vendredi par le gouvernement espagnol, qui visait à faire annuler la nomination de Puigdemont comme candidat à la présidence régionale. Dans l'intervalle, la Cour examinera le recours présenté par les députés du parti de M. Puigdemont, Ensemble pour la Catalogne, en riposte à celui du gouvernement. Les magistrats expliquent qu'ils accepteront d'entendre les arguments des députés, «y compris Carles Puigdemont».

Passant outre un avis défavorable du Conseil d'Etat, le gouvernement espagnol a saisi vendredi en urgence la Cour constitutionnelle pour contester la désignation de Carles Puigdemont aux fonctions de président de l'exécutif catalan. Il est actuellement le seul candidat à ce poste. Même si la liste de M. Puigdemont est arrivée en tête des élections régionales du 21 décembre en Catalogne, Madrid estime que son investiture serait «illégitime» puisqu'il est recherché par la justice espagnole pour rébellion et sédition et qu'il s'est enfui à Bruxelles fin octobre.

AFP

Indonésie

Epidémie mortelle en Papouasie

L'épidémie mortelle de rougeole et la malnutrition, qui ont provoqué la mort de dizaines d'enfants en Papouasie, dans l'est de l'Indonésie, risque de se répéter si les autorités n'agissent pas rapidement pour sortir cette province de la pauvreté et de l'isolement, selon des experts.

Environ 800 enfants sont tombés malades et une centaine seraient morts, pour l'essentiel des bébés, à la suite de cette épidémie rendue publique pour la première fois au début du mois. Face à la gravité de la situation, le président indonésien, Joko Widodo, a ordonné à des équipes militaires et médicales d'approvisionner en biens de première nécessité et en médicaments des villages isolés de la région, accessibles pour la plupart seulement par bateau ou par les airs.

La crise sanitaire qui frappe cette province riche en ressources naturelles s'explique par des décennies de négligence de la part des autorités peu soucieuses du développement des infrastructures, de la lutte contre la corruption et la pauvreté pour sortir la région de l'isolement, relèvent des analystes.

De nombreux villages pauvres dans le district d'Asmat sont très éloignés de tout, à l'image d'Ayam, petite commune où une vingtaine d'enfants ont été touchés par l'épidémie de rougeole. Dix heures de bateau séparent le village de Timika, la grande ville la plus proche où des parents ont dû se rendre pour amener leurs enfants à l'hôpital.

«Pour empêcher (les crises) de se répéter à l'avenir, nous devons mettre fin à l'isolement», prévient Natalius Pigai, un ancien membre de la Commission nationale pour la défense des droits de l'homme.

De nombreux papous vivent dans des conditions de semi-nomadisme, dans des



endroits de la jungle difficiles à atteindre et quasiment sans soins médicaux ni écoles ou autres prestations de base, comme l'accès à l'eau potable. Et certains habitants refusent les vaccins qui permettent de prévenir les épidémies.

Les autorités créent de nouveaux districts en Papouasie et tentent de relocaliser nombre de Papous dans des villages de la province annexée en 1969 par l'Indonésie, à l'issue d'un conflit sanglant, après plus d'un siècle de colonisation néerlandaise.

Mais ces changements forcent les habitants à s'adapter à un tout nouveau mode de vie et à des aliments non traditionnels venant de loin, souvent périmés quand ils arrivent sur cette île dont la moitié orientale est partagée par la Papouasie-Nouvelle Guinée, pays indépendant.

«Changer d'attitude»

En arrivant au pouvoir en 2014, le président Jokowi a promis d'accélérer le développement des infrastructures et des services

en Papouasie, faisant naître des espoirs d'amélioration des conditions.

«Il est important que le gouvernement fasse ce qu'il dit, mais en réalité ce n'est pas fait», constate Richard Chauvel, expert de la Papouasie à l'Institut d'Asie de l'université de Melbourne. Une grande part de responsabilité dans la situation actuelle incombe aux autorités politiques régionales et leur «manque de leadership», estime Freddy Numberi, un ancien gouverneur de Papouasie. Cette région pauvre bénéficie d'aides financières importantes du gouvernement central, mais la plupart des fonds n'est pas utilisée pour l'amélioration des services de santé et d'éducation, ajoute-t-il, en faisant allusion à la corruption. «On pourrait dire que c'est en fait un paradoxe — ils ont tout mais ils rejettent la responsabilité sur le gouvernement central», déplore M. Numberi. La présence dans cette province de l'une des plus grandes mines d'or et de cuivre à ciel ouvert au monde, exploitée par la multinationale américaine Freeport-

McMoRan, rapporte pourtant chaque année 600 millions de dollars (482 millions d'euros) en recettes fiscales, comme le relève Andreas Harsono, de l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Mais des indicateurs liés à la santé montrent qu'une petite partie seulement de cet argent va aux indigènes papous, dit-il en soulignant que la province a l'espérance de vie la plus faible de toute l'Indonésie.

«J'espère que cette crise va aider certaines personnes ici — du moins celle qui sont au pouvoir — à changer d'attitude, car si tout reste comme avant, une autre crise éclatera également l'an prochain», conclut-il.

AFP

Corée du Sud

L'incendie d'un hôpital peut-être dû à des câblages défectueux

Un problème de fils électriques défectueux pourrait être à l'origine du dramatique incendie qui a fait des dizaines de morts et plus de 150 blessés dans un petit hôpital sud-coréen, a indiqué samedi soir la police.

L'incendie dans la ville de Miryang, dans le sud-est, a tué vendredi 35 patients, essentiellement des femmes âgées, et trois membres du personnel.

Ce nouveau désastre, un mois après la mort de 29 personnes dans l'incendie qui avait ravagé un immeuble de huit étages à Jecheon (centre), a encore accentué la colère des familles, qui ont pris à partie les responsables venus assister à une cérémo-

nie samedi, leur reprochant des failles dans la sécurité qui rendent les incendies particulièrement meurtriers.

Les autorités tentent encore de déterminer les causes de l'incendie de l'hôpital, mais des inspections préliminaires du site laissent soupçonner des câblages électriques défectueux dans les plafonds du premier étage, qui abritait des provisions.

«Il n'y a pas de traces de brûlures au sol, mais des signes clairs que l'incendie s'est propagé du haut vers le bas», a déclaré un responsable local lors d'une conférence de presse samedi soir.

«Tous les fils des plafonds seront saisis pour une analyse approfondie», a-t-il pré-

sé. Du fait de sa petite taille, cet hôpital n'était pas tenu d'avoir des systèmes d'extincteurs automatiques. Une nouvelle réglementation doit entrer en vigueur en juin prochain, les rendant obligatoires. Le président sud-coréen Moon Jae-In s'est rendu dans un mémorial installé pour rendre hommage aux victimes dans un gymnase de la ville. Après avoir visité l'hôpital, il a promis de renforcer les normes de sécurité.

«Je suis effondré qu'un désastre de ce genre puisse encore se produire alors que les gouvernements ont maintes fois promis de travailler à construire un pays sûr», a déclaré le Président.

R. I.

Colombie

Cinq policiers tués dans l'attaque d'un commissariat

■ Au moins cinq policiers ont été tués et 41 autres blessés dans l'attaque à l'explosif d'un commissariat dans la ville portuaire de Barranquilla (nord de la Colombie), attribuée par les autorités à des trafiquants de drogue, selon une source policière. Le maire de Barranquilla, Alejandro Char, a attribué «sans le moindre doute» la responsabilité de cet acte à des organisations de trafiquants de drogue. Il s'agit d'un des pires attentats commis ces dernières années contre la force publique dans une grande ville colombienne. L'attaque, qui a eu lieu en début de matinée, a été menée par plusieurs hommes qui ont apparemment déposé une bombe, activée ensuite à distance, a déclaré le commandant de police locale, le général Mariano Botero. Selon une source policière, 49 policiers étaient présents dans le commissariat au moment de l'explosion : cinq ont été tués et 41 blessés. Les victimes sont âgées de 24 à 31 ans. Un homme de 31 ans, a été interpellé, a indiqué le procureur général Néstor Martínez. «Nous allons mettre cet individu en accusation pour cinq meurtres aggravés (...), homicides et tentatives d'homicide, terrorisme et usage d'explosifs», a-t-il précisé lors d'une conférence de presse.

AFP

Brésil

14 morts suite à une fusillade dans un bal populaire

■ Une fusillade dans un bal populaire de Fortaleza, dans le nord-est du Brésil, a fait au moins 14 morts dans la nuit de vendredi à samedi, ont annoncé les autorités.

«Nous pouvons confirmer 14 morts, sachant que certaines personnes sont encore dans un état grave à l'hôpital», a déclaré au cours d'une conférence de presse André Costa, le secrétaire à la Sécurité de l'Etat du Ceara, dont Fortaleza est la capitale, sans préciser le nombre des blessés.

«Nous ne sommes pas encore en mesure de confirmer s'il s'agit d'un affrontement entre factions, l'enquête est en cours», a ajouté M. Costa.

Parmi ces 14 personnes tuées, sept ont été identifiées par les autorités : trois hommes, deux femmes et deux adolescents.

Un porte-parole de l'Institut José Frota, le principal hôpital de la ville, a expliqué à l'AFP que six personnes avaient été admises aux urgences, dont un garçon de 12 ans, et que dix blessés moins graves avaient été hospitalisés dans un autre établissement.

La fusillade a eu lieu vers 01h30, quand un groupe d'hommes fortement armés sont arrivés à bord de trois véhicules et ont fait irruption dans le Forro do Gago (le Bal du bègue en portugais), à l'intérieur du quartier de Cajazeiras, dans le centre de Fortaleza.

Les lieux du drame ont été totalement bouclés par la police, mais un impact de balle était visible de l'extérieur, ainsi que quelques sandales abandonnées dans leur fuite par des personnes ayant participé au bal.

H. L.

Début février prochain

Premier album de "Lemma" en vente

Le premier album de la troupe "Lemma" dédié aux chants et musiques féminins de la Saoura sera en vente en Algérie dès le 3 février prochain, a-t-on appris auprès de l'artiste Souad Asla.



"Cet album, fruit des recherches dans le patrimoine des chants et musiques de femmes entreprises par les onze femmes de cette région du sud-ouest du pays qui composent la troupe Lemma dont la diva du Diwane Hasna El Bacharia, est un acte artistique de sauvegarde et de pérennisation d'un important pan des traditions lyriques féminines de la Saoura, qu'a pu

concrétiser cette formation artistique et culturelle", a précisé Souad Asla à l'APS.

"Ce premier album, qui intervient après plus de trois années d'efforts dont une résidence artistique à Taghit, est produit par l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins ONDA) qui a mis en 2017 les moyens techniques nécessaires à la disposition de Lemma pour la réalisation des différentes phases des seize (16) morceaux de chants et musiques féminine

de cette région", a-t-elle expliqué.

Cet opus, qui porte le titre également de Lemma, comprend les variantes féminines des genres "Tawassoul", un dérivé local du chant et musique Melhoun', "Zefani", chants propres aux femmes de la Saoura, "Diwane", "Hadra" et "Haidouss", des morceaux remis aux goûts des mélomanes avec une instrumentation traditionnelle dont le Goubri joués uniquement par Hasna Al Bacharia, le tout servi par les artistes-femmes de cet ensemble musical dont la sublime voix de Souad Asla.

Cette artiste qui vit entre Paris (France) et l'Algérie, a été avec l'association locale féminine de revivification du style patrimonial, la cheville ouvrière de cet album dont l'enregistrement s'inscrit en droite ligne des efforts de sauvegarde du patrimoine poétique et musical de la Saoura.

Les paroles des 16 chansons de cet album marquent plusieurs générations de femmes et hommes de la Saoura, avides de beaux textes mettant en valeur le vivre ensemble, l'entraide, la solidarité et l'amour de son prochain et des louanges à Dieu et à son prophète Mohamed (QSSL).

C'est également grâce à cet album que Lemma va renforcer ses travaux de recherches sur le patrimoine musical féminin de la Saoura et contribuera à sa préservation à jamais de la déperdition, selon des chercheurs locaux dans le patrimoine culturel et des musiciens.

Ce premier album de Lemma, qui est plus que symbolique, démontre une fois encore que le travail de collecte et d'enregistrement effectué par les femmes-membres de cette troupe est une preuve d'une réelle contribution des femmes à rendre durable une partie des traditions musicales du Sud-

ouest du pays.

"Ce patrimoine poétique et musical des femmes de la Saoura qui comporte aussi d'autres expressions chantées lors de mariages et autres fêtes traditionnelles, narre toute une partie de l'histoire sociale et culturelle de cette région du pays", a indiqué l'artiste Souad Asla.

"Ma démarche et celle de notre groupe Lemma, dont la création a pu avoir lieu grâce à l'aide de Mme Boughazi Rabiaa et son association féminine culturelle pour la revivification du style patrimonial, a qui l'on doit plusieurs activités et réalisations dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel de la wilaya de Bechar, est de contribuer à la mise en valeur artistique de ce même patrimoine", a-t-elle fait savoir, souhaitant un "franc succès" au premier album de sa troupe.

R. N.

Journées théâtrales d'Oran

Les règles de base du 4^{ème} Art mises en relief

La nécessité de respecter les règles de base du 4^{ème} art s'est imposée, samedi à Oran, comme la recommandation majeure sanctionnant la 4^{ème} édition des Journées du théâtre de jeunes organisées par l'association culturelle "El-Amal".

Cette manifestation artistique, tenue trois jours durant au "Petit Théâtre" de l'association, a vu la participation de 50 jeunes talents venus faire valoir leurs capacités sur scène.

Dix d'entre eux ayant fait preuve d'une bonne performance ont été sélectionnés pour être distribués dans la prochaine production théâtrale de l'association, intitulée "Jannat Majnoun" (paradis d'un fou).

Cette nouvelle création qui bénéficie du soutien du ministère de la Culture sera mise en scène par le comédien-dramaturge Mohamed Mihoubi d'après le texte de l'auteur Mohamed Belfadel.

Mihoubi, également président de l'association "El-Amal" et du comité d'organisation des Journées du théâtre de jeunes, a évalué cette manifestation en observant "un potentiel de bon niveau en terme de volonté".

A l'intention des jeunes ayant pris part à ces journées, il a notamment insisté sur les règles de base universellement admises dans le domaine théâtral relatives, entre autres, "à l'emplacement, à la mobilité, à l'élocution et à la gestuelle sur scène ainsi qu'au choix du costume".

Dans ses recommandations adressées aux artistes débutants, Mihoubi a aussi mis l'accent sur la nécessité de fournir davantage d'efforts pour le développement de la thématique choisie. Il a en outre salué les comédiens ayant intégré des déclamations poétiques lors de leurs prestations, rappelant à ce titre que "la poésie et l'expression des

émotions confortent le jeu du personnage et son rôle à plonger le public dans l'ambiance du contexte".

"L'expression théâtrale consiste à donner une dimension artistique au réel", a encore soutenu Mihoubi en faisant référence aux thématiques abordées par les jeunes qui ont tenté de mettre en évidence les mutations induites par les réseaux sociaux, les conflits de générations, et l'aspiration au bonheur.

Les répétitions pour le montage de la nouvelle pièce "Jannat Majnoun" seront entamées en février prochain avec la participation des dix lauréats de ces journées théâtrales, a fait savoir Mihoubi.

La générale de cette oeuvre est prévue en avril prochain à Oran, suivie d'autres représentations au sein de différents espaces culturels de la wilaya, a-t-il annoncé.

D. K.

Festival d'Oran de la photo
Une quarantaine de professionnels au rendez-vous

La 6^{ème} édition du Festival d'Oran de la photo aura lieu du 1 au 3 février prochain et connaîtra la participation d'une quarantaine de professionnels algériens, français et nigériens, ainsi que le photographe iranien mondialement connu Reza Dughati, a-t-on appris samedi de l'organisateur de cet événement Iso Club.

Le président d'Iso Club, Fayçal Razkallah, a indiqué à l'APS que le Festival comprendra seize expositions permanentes, prévues au niveau de plusieurs espaces de la ville d'Oran, notamment au musée Ahmed Zabana et siège de l'association Civ-ïil.

Il a ajouté qu'outre les expositions, d'autres activités sont prévues tout au long du festival, notamment des ateliers et des conférences sur la photographie et tout particulièrement la photographie d'Art, ainsi que des récitals de musique, notamment de luth.

Un concours sera également organisé sous le thème "Ombres et lumières". Un jury composé de professionnels de la photo désignera les lauréats de ce concours.

Outre les participants étrangers, plusieurs exposants algériens d'Oran, Alger, Blida, Djelfa et de Laghouat, entre autres, participeront à ce festival.

Une conférence de presse est prévue mercredi prochain par les organisateurs, a-t-on ajouté.

H. L.

Maison Européenne de la Photographie

Le Britannique Simon Baker nommé directeur

Le Britannique Simon Baker a été nommé mercredi directeur de la Maison Européenne de la Photographie (MEP) en remplacement de Jean-Luc Monterosso, fondateur de la MEP qu'il dirigeait depuis sa création en 1996.

Présélectionnée par un jury, la candidature de Simon Baker, jusqu'alors conservateur en chef pour la photographie et la création internationale à la Tate de Londres, a été approuvée par le conseil d'administration de la MEP.

Simon Baker, qui prendra ses fonctions le 1^{er} avril, est docteur en

Histoire de l'art, diplômé de l'University College of London (UCL). Entré en 2009, comme conservateur, au département Photographie et Art international de la Tate, il en devient le conservateur en chef en 2015.

Né en décembre 1972, il a été le commissaire de multiples expositions - dont plusieurs sur la photo japonaise aux Rencontres d'Arles -, et a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'art et la photographie.

G. K.

" Les seuls beaux yeux sont ceux qui vous regardent avec tendresse. "
Coco Chanel



FEMMES

ILS ONT DIT :

" La tendresse est le repos de la passion. "
Joseph Joubert

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan



Liban

Manifestation devant le Parlement contre les violences faites aux femmes

Des dizaines de personnes ont manifesté samedi à Beyrouth devant le Parlement libanais contre les violences faites aux femmes, dénonçant l'inaction des autorités alors que huit femmes ont été tuées depuis début décembre. La manifestation était organisée par plusieurs organisations de la société civile, notamment l'association féministe Kafa, qui réclame l'adoption de réformes législatives pour protéger les femmes contre les violences conjugales.

"La colère n'est pas une excuse", "Pas de funérailles avant la justice", principaux écrits des pancartes brandies par des manifestantes.

Depuis début décembre, huit femmes sont mortes au Liban, notamment une épouse tuée par balle par son mari lundi à Beyrouth.

Parmi les huit cas figurent notamment une adolescente de 15 ans qui s'est suicidée après un mariage précoce, ou encore la Britannique Rebecca Dykes, travaillant pour l'ambassade de son pays au Liban, étranglée par un chauffeur de taxi qui a tenté de la violer.

Pour l'année 2017, 17 cas au total ont été rapportés.

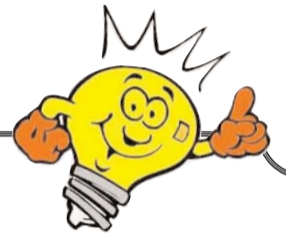
Beauté

Une belle ligne

Parce qu'ils sont le point d'équilibre du visage, il faut veiller à la ligne de ses sourcils. L'idéal : leur donner une forme en léger accent circonflexe (c'est-à-dire ascendante sur le deux-tiers puis descendante sur le tiers restant) car c'est la plus rajeunissante. Commencez par épiler les poils superflus à l'aide d'une pince, mais sans exagération pour ne pas obtenir une ligne trop fine (ce qui a tendance à vieillir le regard). Si le résultat n'est pas suffisamment concluant ou si les poils sont trop clairsemés, corrigez la ligne de vos sourcils à l'aide d'un crayon spécifique (plus sec que les classiques crayons pour les yeux). Tracez simplement de fins traits à l'intérieur des sourcils afin d'obtenir une forme presque parfaite. Le plus : un nuage de laque à vaporiser sur une petite brosse et à passer, au final, dans les sourcils afin de fixer leur ligne.

Massage relax

Vous vous sentez stressée, fatiguée ? Mais grâce à la magie du massage, finis les traits tirés ! Commencez par relaxer le front en posant vos mains croisées au centre. Faites lentement glisser vos doigts au niveau des tempes, puis recommencez le mouvement dix fois. Au niveau des yeux, posez vos index de chaque côté du coin interne, puis déplacez-les délicatement jusqu'au coin externe, dix fois de suite. Terminez en posant vos index de chaque côté des ailes du nez. Descendez-les doucement de chaque côté, au coin externe de la bouche. A faire dix fois. Le plus : une noisette de crème anti-rides pour un triple avantage : faciliter le massage, améliorer la pénétration des principes actifs de la crème et, donc, accroître son efficacité.



Dents bien alignées Ça se prépare chez bébé

On sait maintenant que l'on peut mieux éviter le port d'un appareil orthopédique, si fréquent chez les jeunes ados. Avis aux parents.

Préférez le sein au biberon

Les bienfaits du lait maternel sur le renforcement des défenses immunitaires du nouveau-né, sur son rôle dans la digestion et dans la prévention de certains problèmes intestinaux ne sont plus à démontrer. Mais sait-on que l'allaitement a d'autres atouts ? Effectivement, il participe au développement de la mâchoire du nourrisson qui est toute petite à la naissance et qui grandit plus particulièrement au cours de la première année. D'où l'importance de la stimuler. Tétez le sein de sa mère pour se nourrir

demande au tout-petit un gros effort, car le sein est ferme et la succion difficile. Il est

obligé de "jeter" sa mâchoire en avant, ce qui participe à sa stimulation. La tétine en caoutchouc d'un biberon est molle, et le débit du lait plus rapide. Il requiert donc nettement moins d'effort. Lorsque les bébés s'endorment sur le sein de leur maman, ce n'est donc pas seulement parce qu'ils sont repus, mais aussi parce qu'ils sont fatigués d'avoir travaillé leur mâchoire.

Sport

Si vous voulez mincir

Et perdre les petits bourrelets que vous cachez sous votre pull, il vous faut utiliser comme énergie ces réserves adipeuses.

Comment ça marche ?

Pour pouvoir bouger, l'organisme utilise comme principales sources d'énergie les glucides et les lipides. Au début de l'effort physique, l'organisme utilise le glycogène (glucose transformé) stocké dans les muscles et le foie.

Ce n'est qu'au bout de 30 minutes qu'il utilise les graisses stockées dans les cellules adipeuses. Un conseil, si vous voulez mincir, faites un sport d'endurance. Mieux vaut faire un exercice d'intensité moyenne, mais de longue durée, qu'un exercice intense et court. Vous grillerez vos réserves glucidiques et lipidiques.

N'oubliez pas votre bouteille d'eau

Vous allez produire de

l'énergie et la dissiper à 80 % sous forme de chaleur. La transpiration intervient pour limiter l'augmentation de la température de votre corps. La sueur entraîne des pertes en eau et en sels minéraux. Pour réparer ces pertes, n'oubliez pas de boire avant, pendant et après l'effort, en petites quantités afin de ne pas alourdir votre estomac.

Calculs urinaires

Faut-il limiter ou éviter le calcium ?

Contre le calcium, la méfiance fut longtemps de mise. Mais il est maintenant prouvé qu'un trop faible apport en calcium favorise la présence dans les urines des substances acides, appelées oxalates, provenant de ce que l'on mange. Or, justement, ces substances cristallisent facilement, et favorisent donc la formation de calculs. La consommation de calcium doit être normale, de 800 mg à 1 g quotidiens : l'alimentation (hors produits laitiers) en apportant 200 à 300 mg, il faudrait consommer chaque jour par exemple deux yaourts nature, et un quart de litre de lait ou une part de fromage (45 g de camembert ou 30 g de fromage à pâte dure type emmenthal). Les personnes consommant davantage de calcium doivent boire une eau peu calcique (moins de 100 mg/l, qu'ils sont repus, mais indiqués sur l'étiquette). Celles qui mangent peu de laitages doivent compenser avec une eau calcique (200 mg ou plus).

Parents

Choix des aliments, plutôt que le régime

Même en cas de ron-deurs, on évite de mettre un enfant au régime, afin de ne pas le carencer ou encore de diaboliser la nourriture. Pour sa croissance, il a des besoins élevés en protéines, certains lipides, glucides, calcium, fer, vitamines... Le mieux est de lui faire manger un peu de tout en favorisant les "aliments amis". Au premier rang figurent les

fruits et légumes frais. En entrée, en accompagnement et au dessert, ils trouvent leur place tout au long des repas. Les efforts d'épluchages sont récompensés par les fibres et les vitamines qu'ils apportent ! Ne pas oublier aussi les quatre produits laitiers répartis dans la journée et les féculents dont l'enfant a besoin pour se sentir rassasié.



Les DÉBATS
Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

CAN-2018
de handball (finale)

La Tunisie bat l'Egypte et remporte son 10e trophée

■ La sélection tunisienne de handball a remporté la 23e édition de la Coupe d'Afrique de handball (CAN-2016), en battant l'Egypte sur le score de 26-24 (mi-temps :13-15), en finale disputée samedi soir à Libreville (Gabon). Le sept tunisien qui succède au palmarès de l'épreuve à l'Egypte, remporte ainsi son 10e trophée après ceux de 1974, 1976, 1979, 1994, 1998, 2002, 2006, 2010 et 2012. La Tunisie reste à cette occasion, le recordman de victoires, devant l'Algérie (7) et l'Egypte (6). La troisième place du tournoi est revenue à l'Angola qui s'est imposée en match de classement devant le Maroc (29-26), se qualifiant ainsi pour le Mondial-2019, en Allemagne et au Danemark, en compagnie de la Tunisie et de l'Egypte. Dix nations africaines ont pris part au rendez-vous gabonais (17-27 janvier) dont l'Algérie qui réalise son plus mauvais classement (6e) en 22 participations.

Cyclisme/Tour
international des Ziban

Reguigui remporte la deuxième étape

■ Le cycliste algérien, Youcef Reguigui, du club Sovac (VCS), a remporté samedi à Biskra la deuxième étape du premier tour international des Ziban, avec un temps de 2h 49 mn et 8 s. Le cycliste espagnol, Aitor Escobar, du club «Tenerife Bike» est entré deuxième, suivi du coureur algérien, Oussama Cheblaoui, du club «Lions de l'Atlas» de Blida qui a terminé troisième. Le circuit fermé de 120 km de cette 2ème étape, tracé au centre ville de

Biskra à partir du complexe sportif d'El Alia, a été parcouru dix (10) fois par les cyclistes dans de bonnes conditions. Soixante-neuf cyclistes venus de 11 pays, entre autres, l'Espagne, l'Allemagne, le Portugal, la Tunisie et l'Iran en plus du pays hôte l'Algérie, ont pris part à la 2ème étape du premier tour international des Ziban. La troisième étape de cette compétition se déroulera dimanche sur un circuit ouvert tracé sur la route menant à la ville d'El Kantra, tandis que la quatrième étape qui aura lieu lundi, se déroulera sur un parcours qui mène vers la ville de Tolga.

Ligue 1 Mobilis (18e journée)

Le MCA stoppé, l'USMA revient en force



Le derby algérois qui a opposé le Mouloudia d'Alger au CR Belouizdad s'est soldé sur un score nul au stade du 5 juillet. Le Doyen perd une chance inouïe de s'approprier seul la deuxième place au classement après le nul concédé, la veille, par la JSS à Blida, tandis que le Chabab arrête momentanément l'hémorragie après avoir enregistré des défaites consécutives. Cette première chance n'a donc pas connu de vainqueur en attendant la deuxième qui aura lieu la semaine prochaine, pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe

d'Algérie. Les deux formations lorgnent, tous deux, la qualification pour les quarts. De son côté, l'USM Alger s'est complétement déchainé après la défaite face au NAHD. Les Rouge et Noir l'ont emporté face au DRB Tadjenant sur le score de (3/0), avec un doublé de Yaya (24' et 39') et un autre de Darfalou à la 26', alors que Zemmamouche a arrêté un penalty. Les Usmistes rejoignent le MCA et la JSS à la deuxième place avec 30 points dans leur escarcelle. Les poulains de Hamedi sont complètement relancés dans la course au titre, alors que le DRBT s'enfoncé encore

dans le classement, ce qui a emmené le président à limoger l'entraîneur, Belatoui. De son côté, l'USM El Harrach a été défait à domicile sur le score de (3/2) par l'O Médéa. Les Harrachis étaient pourtant les premiers à ouvrir le score à la 6' par Benrekia, avant de se faire rejoindre au score par l'OM avec un but d'Adelhafid (21'). Les locaux ont repris l'avantage par Mellal à la 51', mais les Médéens sont encore revenus et ont inscrit deux buts avec un doublé de Boucherit (65' et 72') et qui ont permis aux gars du Tétré de repartir avec les trois points du succès. Les banlieusards tombent de nouveau dans les travers, malgré le succès enregistré, la semaine passée, face au CRB.

Imad M.

■ Résultats et classement:

USB-ESS	1-0
USMB-JSS	1-0
PAC-JSK	2-0
NA HD-MCO	1-1
USMBA-CSC	1-2
DRBT-USMA	0-3
USMH-OM	2-3
MCA-CRB	0-0

■ Classement :

	Pts	J
1). CS Constantine	38	18
2). JS Saoura	30	18
—). USM Alger	30	18
—). MC Alger	30	18
5). MC Oran	29	18
6). NA Hussein-Dey	26	18
7). ES Sétif	25	18
—). Paradou AC	25	18
9). USM Bel-Abbés	20	18
—). Olympique Médéa	20	18
11). US Biskra	19	18
—). CR Belouizdad	19	18
13). DRB Tadjenanet	18	18
—). JS Kabylie	18	18
15). USM El Harrach	16	18
16). USM Blida	12	18

Ligue 2 Mobilis (18e journée)

Le MOB bat le MC El-Eulma et prend les commandes

Le MO Bejaia, difficile vainqueur du MC El-Eulma (1-0), samedi en clôture de la 18e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, s'est emparé du fauteuil de leader devançant d'un point son poursuivant direct l'AS Ain-Mlila. Les Crabes, en supériorité numérique après l'expulsion d'un joueur

d'El Eulma à la 71e minute, ont du attendre les dernières minutes de la rencontre pour sceller leur victoire, en bénéficiant d'un penalty transformé par Salhi (80'). A la faveur de cette victoire, le MO Béjaia est seul leader avec 35 points, alors que le MC El-Eulma occupe conjointement avec le RC Kouba, la

13e place avec un total de 17 points. Vendredi, l'AS Ain-Mlila encore traumatisée par la défection de 4 points en raison de la participation du joueur Noureddine Hachem, face au WA Tlemcen (1-1) alors qu'il était suspendu, a sué sang et eau pour battre une courageuse équipe du CRB Ain-Fekroune (3-2). Les locaux m'lilis doivent une fière chandelle au buteur Debbih auteur d'un doublé. L'autre prétendant à l'accession, la JSM Skikda a cravaché dur pour l'emporter devant le GC Mascara. Ce dernier qui avait déjà battu l'ASAM sur son terrain, a failli refaire son coup devant la JSMS. Celle-ci, menée depuis la 15e minute sur une réalisation de Hamiani, a attendu les derniers instants du match pour inscrire deux buts sur «pénalités» (82 et 90). Auparavant, le match aura connu une interruption d'une dizaine de minutes, suite à l'envahissement du terrain occasionné par les supporters locaux.

Cette victoire permet aux «V Noirs» de conserver sa place sur le podium, en espérant rester une la dynamique de victoires. La JSM Bejaia difficile vainqueur du RC Kouba (2-0) en infériorité numérique, garde ses chances intactes en se rapprochant davantage du podium, alors qu'il reste encore 12 journées à tirer. C'est le RC Relizane vainqueur de l'ASO Chlef (1-0), qui réalise la meilleure opération de la journée en étant la seule équipe victorieuse en déplacement, à l'inverse des Chélifiens qui ratent une excellente aubaine de monter sur le podium, tout comme le CABB Arreridj, battu sur le fil à Saida (1-2) A Oran, l'ASMO continue de faire du «surplace» en concédant un nul lourd de conséquences devant l'A.Boussada (0-0). Ce nul hypothèque grandement les chances des Oranais, de jouer l'accession. Enfin, le CA Batna renoue avec le succès aux dépens du WA Tlemcen (1-0).

EN de handball

Daoud exige plus de sérieux

■ Le demi-centre de la sélection algérienne de handball, Hichem Daoud, a exigé une bonne gestion et plus d'organisation au niveau de l'équipe pour continuer sa carrière internationale qu'il a suspendue momentanément après la 6e place en Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018), samedi à Libreville (Gabon). «Mon histoire est terminée avec la sélection, ou si j'ose dire l'équipe dirigée par ces responsables. Les responsables de la fédération excellent dans la mauvaise gestion et l'humiliation des joueurs. Tu payes le billet de ta poche puis on te jette dans n'importe quel hôtel. On t'envoie au combat sans arme, alors les équipes les plus faibles nous battent», a écrit le joueur d'Istres (France) sur sa page officielle Facebook. Des joueurs comme Slahdji et Rahim «ont eu raison d'arrêter (avec la sélection algérienne). Merci aux responsables qui sont derrière cette situation, à commencer par monsieur Habib (Labane, le président de la Fédération algérienne de handball, ndr). () On a marre d'être humiliés. L'Algérie est plus grande que

vous», a-t-il ajouté. Le joueur refuse de s'étaler sur le sujet, soulignant néanmoins qu'il avait précisé dans son coup de gueule inattendu que «quand des hommes viendront avec la volonté de travailler et de développer le handball, (il) reviendrait». «On n'a rien demandé, seulement qu'on nous estime à notre juste valeur et de nous laisser travailler», a conclu l'ancien joueur du HBC El-Biar et du CRB Baraki qui a attendu la dernière sortie de l'équipe en CAN-2018, où elle a terminé à la 6e place après sa défaite devant le Gabon en match de classement (24-23) pour, visiblement, ne pas déstabiliser ses coéquipiers. Quant au chef de la délégation algérienne au Gabon, Driss Hassaoui, il estime que la sortie de Daoud a été faite «sous l'effet de la colère du match perdu et qu'il était jeune et a(vait) tout l'avenir devant lui». «Aussi, je vais interdire aux joueurs de faire des déclarations à la presse jusqu'à notre retour en Algérie. Là-bas, chacun sera libre. Nous, les dirigeants, on assume notre part de responsabilité, mais il faut voir dans quelles conditions on a préparé

ce tournoi. On a pris nos fonctions au mois de mai, puis il y a eu le Championnat du monde des U-21 à Alger et juste après la CAN», a tenté de justifier le vice-président de la FAHB. La gestion de cas Daoud (26 ans) a fait grincer des dents dans le groupe. Blessé lors du premier match face au Cameroun, il a été remplacé dans la liste des 16 par Ayat Allah Khoumeini Hamoud pour le reste de la compétition. Toutefois, le joueur s'est rétabli avant même la fin du premier tour et s'est entraîné le plus normalement du monde avec l'équipe. Même le staff médical a affirmé que Daoud a été remis sur pied et que le dernier mot revenait aux entraîneurs. «Il nous a assuré qu'il ne pourra pas être prêt pour les quarts, mais vous voyez qu'il pète la forme», a-t-on expliqué du côté de la délégation algérienne. Information prise, le joueur, qui n'avait pas voulu parler à la presse à ce moment-là, «a eu peur» pour sa carrière professionnelle et a refusé de prendre des risques. Une décision que certains ont tenté d'accepter alors que d'autres l'ont carrément rejetée.

Après suppression des subventions

Multiplication par 2 du prix du pain en Jordanie

Le prix du pain a augmenté samedi en Jordanie entre 67% et 100%, après la suppression des subventions de l'Etat sur ce produit de base décidée par le gouvernement, en vue de redresser l'économie du Royaume.

Dépourvue de ressources naturelles et endettée à hauteur de plus de 90% de son PIB, la Jordanie s'est engagée ces dernières années auprès du FMI à mettre en place des réformes économiques structurelles.

Cette nouvelle mesure, qui touche à une denrée essentielle, pourrait avoir un impact sur les revenus les plus modestes. De telles mesures avaient engendré des manifestations dans le passé. Le prix d'un kg de grandes galettes de pain a augmenté de 100%, il coûte aujourd'hui 32 piastres au lieu de 16 auparavant.

Le kilo de petites galettes se vend désormais à 40 piastres alors qu'il coûtait 24 piastres, soit une augmentation de 67%.

Cette augmentation restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018, a indiqué le ministère de l'Industrie et du Commerce cité par l'agence de presse officielle Petra.

L'accueil de centaines de milliers de réfugiés pèse lourdement sur l'économie du Royaume, voisin de la Syrie et de l'Irak.

Le 16 janvier, le gouvernement avait annoncé une hausse des prix du pain et des taxes sur différents produits comme les cigarettes ou les boissons gazeuses. Parallèlement, il avait promis d'accorder «une aide financière» aux couches défavorisées affectées par ces augmentations et la levée des subventions.

Mardi, le ministère des Finances a commencé à distribuer une compensation financière aux familles modestes, attribuant à chaque membre 27 dinars (38 dollars) par an. L'an dernier, la hausse des prix avait entraîné des manifestations dans plusieurs villes du pays, certains protestataires réclamant même la démission du gouvernement.

T. L.

Selon le ministre de l'Agriculture

La surface agricole irriguée atteindra 2 millions d'hectares à la fin 2018

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé dimanche à Tébessa, que la surface agricole irriguée à l'échelle nationale croîtra à 2 millions d'hectares à la fin 2018, contre 1,3 million hectares actuellement.

Ce développement projeté de la surface agricole qui s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, permettra d'accroître les diverses récoltes agricoles, notamment celles des légumes secs, des légumes et des fruits, a assuré le ministre, en visite de deux jours dans la wilaya, lors de l'inspection d'une exploitation agricole à M'chentel, dans la commune de Chréa.

L'objectif est de parvenir à assurer l'autosuffisance et à diversifier la production agricole, a souligné M. Bouazgui, affirmant qu'«à fin 2018, pas moins de 600 000 ha irrigués seront réservés à la céréaliculture». L'exploitation visitée par le ministre s'étend sur 264 ha de vergers d'arboriculture fruitière, compte des élevages de 1 000 ovins et 35 bovins et exploite quatre forages et trois bassins d'irrigation, a-t-on indiqué.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LES BLOUSES BLANCHES NE DÉCOLÈRENT PAS



Sur les huit abattus à Khenchela

Deux autres terroristes identifiés



Deux autres terroristes sur les huit abattus lors de l'opération de qualité menée vendredi dernier par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) près de la commune de Chechar, dans la wilaya de Khenchela, ont été identifiés, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité menée, le 26 janvier 2018, par un détachement de l'ANP près de la commune de Chechar, wilaya de Khenchela (5^{ème} Région militaire), et après l'identification de deux terroristes parmi les huit criminels abattus, il a été procédé à

l'identification de deux autres terroristes», note la même source.

«Il s'agit, en l'occurrence, du dangereux terroriste recherché M. Ammar alias Zaïd Abdallah, activant au sein des groupes terroristes depuis 1995 et responsable de plusieurs actes criminels. Il s'agit également de B. Mourad alias Abou Firas, qui avait rallié les groupes terroristes en 2010», précise le MDN. En outre, et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont arrêté, à In Salah et In Guezzam (6^{ème} Région militaire), 16 contrebandiers et saisi deux armes à feu, une quantité de munitions, un véhicule

tout-terrain, sept groupes électrogènes et quatre marteaux-piqueurs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Béchar (3^{ème} Région militaire), un individu en possession de six paires de jumelles», relève le communiqué. Par ailleurs, une unité relevant des gardes-côtes «a réussi, lors d'une opération de recherche et de sauvetage en mer à Mostaganem (2^{ème} Région militaire), à porter secours à quatre candidats à l'émigration clandestine, alors que 23 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Adrar, Biskra, Tindouf et Laghouat», ajoute la même source.

T. L.

Yémen

Des séparatistes s'emparent du siège transitoire du gouvernement

Des forces séparatistes se sont emparées hier du siège transitoire du gouvernement yéménite dans la ville méridionale d'Aden, la deuxième du pays, après des affrontements meurtriers avec l'armée loyaliste, selon des sources sécuritaires. Ces combats ont fait au moins six morts et des dizaines de blessés, d'après les mêmes sources.

Dans une déclaration, le Premier ministre du Yémen, Ahmed ben Dagher, a dénoncé un «coup de force» séparatiste et demandé à la coalition sous commandement saoudien, présente dans la ville, d'intervenir pour éviter le chaos.

Des affrontements à l'arme lourde se poursuivaient dans l'après-midi dans plusieurs

quartiers de la ville portuaire d'Aden où les écoles et les magasins avaient fermé dès les premières heures de la matinée, selon des habitants.

Les incidents ont éclaté lorsque des unités de l'armée loyale au président Abd Rabbo Mansour Hadi ont tenté d'empêcher des manifestants séparatistes d'entrer dans la ville pour exiger le départ du gouvernement, selon des sources sécuritaires.

Des affrontements ont opposé des militaires gouvernementaux à des forces de sécurité favorables au mouvement séparatiste du Sud, ont ajouté ces sources. Des civils figurent parmi les victimes, ont précisé des sources médicales.

L. M.

ACTU...

Quelques dégâts matériels causés

Le siège d'Algérie Poste touché par un incendie

Un incendie s'est déclaré hier après-midi au niveau du siège de l'opérateur Algérie Poste à Bab Ezzouar (Alger), causant quelques dégâts matériels, a-t-on constaté sur place.

L'incendie s'est déclaré dans un bureau situé au 4^{ème} étage de l'immeuble, selon la Protection civile qui a précisé que «le feu déclenché probablement par un court circuit», a fait quelques dégâts dans ce bureau, endommageant deux postes ordinateurs ainsi qu'une imprimante. La même source a ajouté que l'incendie a été maîtrisé.

Pour sa part, la directrice de communication d'Algérie Poste, Nadia Batroune, a indiqué que «le plan d'urgence d'incendie et la procédure d'évacuation de tout le personnel ont été déclenchés», déplorant, toutefois, qu'un agent de sécurité ait été incommodé par la fumée et évacué en urgence vers hôpital.

Setif

Récupération d'une quantité de bijoux en or

Les services de Sûreté des wilayas de Setif et de Biskra ont récupéré une quantité de bijoux en or, arrêté les mis en cause et saisi 5 593 unités de boissons alcoolisées, a-t-on appris samedi auprès de ces services.

Les services de Sûreté de la wilaya de Setif ont démantelé une bande de malfaiteurs, composé de 15 individus, âgés entre 20 et 40, et récupéré une quantité importante de bijoux en or d'une valeur dépassant un milliard de centimes, outre une somme d'argent d'un milliard de centimes.

Les mis en cause ont été présentés devant la justice pour association de malfaiteurs, vol qualifié commis par plusieurs personnes, par infraction et à l'aide d'un véhicule, recel et non dénonciation de délit.

A Biskra, les éléments de la police ont saisi 5 593 unités de boissons alcoolisées et procédé à l'arrestation de quatre suspects.

Les services de Sûreté de la wilaya de Ouargla ont saisi 1 115 cartouches de cigarettes non facturées, outre l'arrestation de deux mis en cause.

R. B.

Mali

Quatre soldats tués dans une attaque contre leur base

Quatre soldats maliens ont été tués dimanche lors d'une attaque contre leur base dans le nord-est du Mali, a-t-on indiqué de source militaire.

«Les terroristes ont tué quatre soldats à Menaka, ils n'ont pas réussi à prendre le camp militaire et nous sommes en contrôle de la situation», a assuré un responsable militaire malien, cité par les médias.

L'attaque a été confirmée par un autre responsable militaire qui a expliqué que les assaillants étaient arrivés «à moto et dans des véhicules» avant de tirer des roquettes contre le camp. Le camp de Menaka se trouve à quelque 700 km à l'est de Tombouctou, dans une zone proche de la frontière du Niger.

L. Y.